

En page
3:

Pierre COURTADE

Le R.P.F.
se f... des malades!
par Dominique DESANTI

EN PAGE 16:

LE PIQUE-FEU
ASTROLOGIQUE

action de nouveau EN DANGER

INFORMES déjà largement par la presse quotidienne, nos lecteurs ne s'étonneront pas de nous voir lancer un nouveau cri d'alarme.

Ils savent que les conditions actuelles de la presse sont faites pour acculer à la faillite les journaux indépendants.

Depuis trois mois, le prix du papier a doublé et atteint 16 fois le prix d'avant-guerre, tandis que celui des transports est 26 fois celui de 1939. Les tarifs d'impression sont en moyenne 30 fois plus élevés qu'en 1940. Sait-on, d'autre part, que les messageries retiennent 43 % sur le prix de vente ? Voilà quelques éléments d'appréciation qui permettront à tous nos amis de mieux mesurer la terrible situation d'une presse libre que le gouvernement sacrifie délibérément aux intérêts des gros requins de la « presse pourrie ». Le but de cette politique est clair : il s'agit d'en finir avec l'une des dernières conquêtes de la Résistance et de donner aux journaux soutenant la clique gouvernementale et toute l'oligarchie réactionnaire un monopole de fait.

C'est ainsi que notre belle démocratie occidentale résoud les problèmes de la liberté d'expression. Notre presse enfin disparue, on compte bien exécuter plus facilement le reste du programme : livrer la France au candidat dictateur qui vient de proclamer « tout est prêt » aux applaudissements du département d'Etat américain.

Au moment où nous menacions à nouveau la grande ombre du fascisme, le combat pour sauver, dans les mois qui viennent, la vie de nos journaux, est un épisode de la dure bataille qu'il faut mener sur tous les fronts pour notre indépendance et nos libertés.

Quand de grands journaux progressistes font appel au soutien de leurs lecteurs, « action » ne craint pas de s'adresser aussi à ses amis, pour leur demander de nouveaux sacrifices. Le magnifique succès de notre emprunt nous a permis, l'an dernier, de faire face aux difficultés.

Le moment est venu où, pour assurer contre toute menace la survie d'« action » devant les charges croissantes, il faut un nouvel et puissant effort de tous.

Nous faisons un pressant appel au dévouement et à l'initiative de nos amis en ouvrant une SOUSCRIPTION NATIONALE. Qu'ils nous aident par tous les moyens. En nous envoyant leur souscription, en faisant circuler des listes que nous leur adresserons selon leurs demandes, en faisant autour d'eux de nouveaux lecteurs et abonnés, en trouvant de la publicité, bref en se mobilisant pour « action » qui, de son côté, multipliera son activité.

Il faut que, d'ici la fin du mois, des centaines de milliers de francs soient recueillis et que, tous ensemble, nous infligions aux ennemis de la presse libre une nouvelle défaite.

LE COMITÉ DIRECTEUR.

action

HEBDOMADAIRE DE L'INDEPENDANCE FRANÇAISE



APRÈS LES "HONNEURS MILITAIRES"

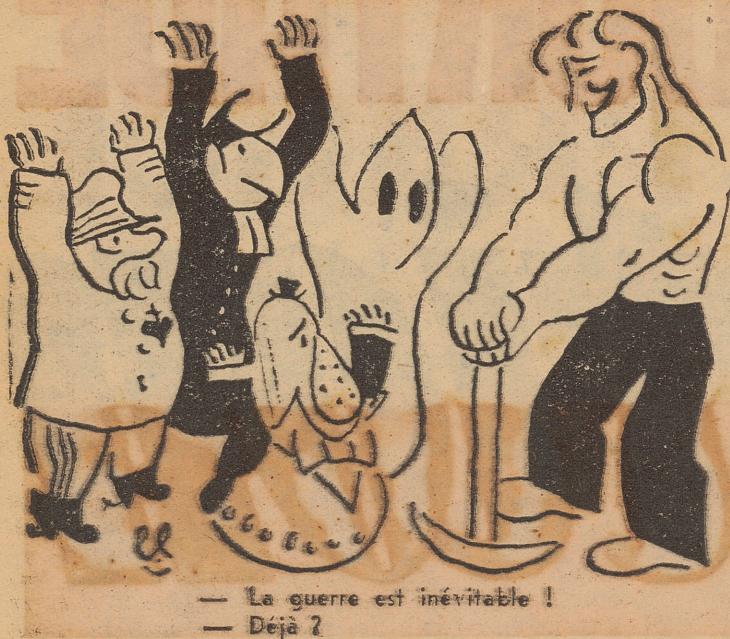
— Il faut maintenant entrer dans le chemin du salut

(Discours de Compiègne)

LES MYSTÈRES de la Méditerranée

par Daniel BIÉGEL

CE QUI SE DIT • CE QUI SE FAIT • CE QUI SE TRAME • CE QUI SE DIT



La mort lente

Pas gales pour le gouvernement, ces journées où sa majorité s'effiloche, à longueur de scrutins :

— Au bout du fossé, la culbute, prédit M. Coste-Floret, qui n'est pas un optimiste.

Et, comme dans les ménages qui vont mal, on se renvoie les torts à chaque conseil :

— Ce n'est pas pour dire, constate, de sa voix sourde, M. Pierre-Henri Teitgen mais, quand on est président du Conseil, on fait un peu plus de présence à l'Assemblée. Cela se travaille, les couloirs. Nous avons engagé la bataille avec un sous-secrétaire d'Etat au banc du gouvernement...

— Autrefois, rétorque M. Schuman, les ministres intéressés ne laissaient pas au chef du gouvernement la charge de les représenter. Et puis, ils ne faisaient

pas cavalier seul, comme vous...

M. Vincent Auriol, qui préside, laisse se continuer, aigre-doux, le dialogue M.R.P. Mais il se hâte d'intervenir quand un ministre socialiste est discuté. Cela se termine toujours mal.

— Le pouvoir, moi, vous savez, conclut M. Schuman, je n'y tiens pas. Je poserai la question de confiance et, si je suis battu, soyez bien convaincu que je cé-

— À la suite des diverses manifestations organisées par les amis d'action, et qui ont toutes remporté un plein succès, la création d'un club des amis d'action a été décidée par le Comité directeur.

Le but est de donner à nos amis l'occasion de se rencontrer le plus souvent possible, de leur fournir au siège même du journal un local où ils pourront se retrouver, se distraire et, en même temps, nous apporter leurs suggestions et leur concours pour la bonne marche d'action.

Nous sommes dès maintenant près à accueillir nos amis dans une salle agréable pourvue d'un BAR, de JEUX et d'une BIBLIOTHEQUE DE PRÉT. Ils pourront également y consulter JOURNAUX et REVUES.

TOUS LES JOURS de 17 à 19 h., sauf le dimanche

La carte d'Amis d'action sera exigée.

En outre, le club des amis d'action organisera régulièrement, samedi après-midi, des réceptions analogues à celle du 28 février où il convie tous les lecteurs et sympathisants. Ces manifestations, d'un caractère politique, littéraire ou artistique, seront annoncées par la voie du journal.

ETUDIANTS : Pour la diffusion d'action, passez à la permanence de la M.U.F., place de la Sorbonne, tous les jours de 14 à 18 heures.

Pour la formation du groupe étudiant des amis d'action, réunion le JEUDI 8 MARS, à 20 h. 30, au siège d'action, 3, rue des Pyramides, sous la présidence de V. Leduc.

SOUSCRIPTION D'ACTION

Je soussigne (1)

profession

demeurant

déclare verser la somme de à la souscription d'« action ».

Versement par mandat-chèque ou versement au C. C. P. Paris 4.195-47 (2).

(1) Facultatif.

(2) Rayer la mention inutile.

Première liste

Le comité directeur et le personnel d'action :	
1 ^{er} versement : 18 souscriptions de 500 francs	9.000 fr.
Daequin, 71, rue Lemercier, Paris (17)	850 fr.
Zweyaker, 56, avenue de la Gare, Châteauroux	500 fr.
	10.350 fr.

derai la place sans m'accrocher...

Pas de ça, Lisette ! Le maroquin est une peau de chagrin, mais on y tient. Et d'expliquer à l'homme qui soupire qu'il n'a pas le droit, comme ça, de remettre sur le pavé tous ses ministres qui comptent sur lui.

Facile à décider, d'ailleurs, M. Robert Schuman dont l'ambition est aussi certaine que dissimulée.

Le coup des honneurs

Honneurs ou pas honneurs au général de Gaulle ?

M. Jules Moch ne tient pas à se brouiller avec Colombey, mais il faut, tout de même, sauvegarder l'apparence d'une troisième force.

— Le service d'ordre, dit-il, m'appartient. Mais il n'est là que pour la sécurité. Les hommes que vous me confiez feront la haine, mais face à la foule, et l'arme à la bretelle. Maintenant, si vous voulez qu'on rende les honneurs, à vous, Teitgen, de fournir les pelotons.

M. Pierre-Henri Teitgen, pour les mêmes raisons, se dérobe devant l'initiative :

— Je vous donne des soldats. Vous en faites ce que vous voulez...

Sait-on qu'une telle discussion a tenu plusieurs heures, au cours de deux conseils des ministres ?

Finalement, le président du Conseil, Ponce-Pilate matiné de Salomon, tranche le conflit, si l'on peut dire :

— Vous mettrez un service d'ordre, qui ne rendra pas les honneurs, et des piquets d'honneur, mais pas beaucoup.

— Hé, voilà une solution courageuse, constate M. Robert La-coste, qui est gaulliste.

Mais, à mi-voix, bien entendu.

Tous les matins, des pleins courriers quittent les bureaux. Ils emportent, à l'usage des autres ministres, des copies des circulaires « confidentielles », de rapports « ultra secrets ».

C'est le plan de campagne de la Révolution en marche.

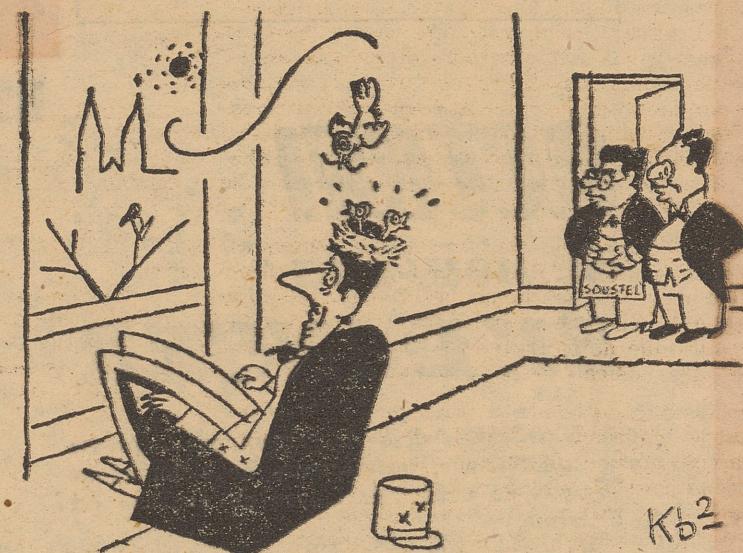
Tout y est prévu, la prise des objectifs, le déclenchement des grèves, et tout, et tout.

On y retrouve, même, pour peu que l'on ait quelque connaissance de la littérature, quelques échantillons d'avant guerre, des traductions d'ouvrages théoriques. Mais acommodés au goût du jour.

— Ce sont les poulets du cousin Jules, dit M. Maroselli, qui est sceptique.

Et seul M. René Mayer feint de prendre les documents au sérieux, en séance de nuit, à la Chambre.

Ce qui est plus sérieux, c'est la



— Il a du attraper ça dans la forêt de Compiègne !..

copie des « fiches » de la Sûreté, de la D.G.E.R. et de la Sécurité du territoire. Elles dénoncent l'activité des fonctionnaires, et suggèrent des mesures d'éviction.

Tout cela à l'intention des nombreux comités de la Hache qui peuvent être tentés de commencer l'éparation par les personnes « fichées ».

— Alors, on prend la « mouche » ? interroge, ironique M. René Coty.

Lequel s'est empressé, d'ailleurs, de faire examiner ces listes, en ce qui concerne la Reconstruction.

Départ en beauté

M. André Le Troquer, comme il fallait s'y attendre, a une façon tranchante de présider l'Assemblée :

— Il n'attend pas l'incident, il le guette, jette M. Teitgen le père, vicieux de n'être plus aux honneurs.

Le député-conseiller socialo-gaulliste vous a une façon de lever la séance qui préside des incidents futurs.

M. Georges Bidault s'en trouve tout rassuré. Dans le débat de politique extérieure, après avoir, sans succès, essayé de « contrer » M. François Billoux, dont l'autorité courtisane ne s'en laisse pas imposer, le ministre des Affaires étrangères, à deux reprises, a fait une sortie qu'il voulait ostentatoire et qui fut assez pittoresque :

— Tiens, il a soif, dit M. Patrice Bougrain, qui est de droite mais joue les loustics. Il va s'en jeter un...

Le plus beau, c'est que c'était vrai.

Par sa présentation

action

favorise les meilleures dispositions des pla-cards publicitaires aux tarifs les plus bas.

Ses lecteurs réservent de préférence leurs achats aux maisons faisant de la publicité dans ses colonnes.

Amis lecteurs commerçants ou industriels, réservez-nous votre publicité.

Une belle armée

Du solide, et du cousu main, le projet militaire de M. Pierre-Henri Teitgen.

Tous les citoyens de l'Union française sous les armes, et allez donc.

— Vous avez fait le compte ? demande, sceptique, M. Bourges-Maunoury. Cela va vous faire plus d'un million d'hommes sous les armes...

— Bien entendu, de répondre, tout sec, le ministre des Armées. Est-ce que vous estimatez que la situation extérieure ne le justifie pas, par hasard ?...

— Mais si, mais si, consent M. Robert Schuman. Seullement, je voudrais avoir l'avis du ministre des Finances...

— Pas un milliard de plus,

tranche M. René Mayer.

— Et pour les armer, vos sol-

dats, d'ironiser le ministre des Affaires économiques, ni canons, ni avions, ni camions, pas même des balais...

Le beau projet sera présenté quand même. Après, on amènera le recrutement.

A moins que la généreuse Amérique ne fournit, comme elle le propose, des armes à bon marché.

SAMEDI 13 MARS

de 17 à 19 heures

Assemblée Générale

des Amis d'« action »

de la Région Parisienne

aux Bureaux du journal :

3, rue des Pyramides, 3

Invitation cordiale à tous

Le buffet sera ouvert.

COMITE DE DIRECTION :

KRIESEL-VALRIMONT

Directeur politique

V. LEDUC Directeur

P. COURTADE, P. HERVE

JOINVILLE, M. FOUCHE

*

REDACTION

ET ADMINISTRATION

3, rue des Pyramides

Paris 1^e

Tél. OPE 88-21

L'administrateur

M. CUVILLON

*

Les tarifs d'abonnement sont

fixés comme suit :

Un an : 690 fr. : 6 mois : 375

3 mois : 200 fr.

Etranger : Un an : 1.250 fr.

6 mois : 650 fr.

Compte chèq. post. : PARIS 4195-47

*

Le directeur reçoit tous les

mercredis de 15 à 18 heures.

*

Pour tout changement

d'adresse, prière de joindre la

dernière bande et la somme de

10 francs.

Le directeur général,

président du Conseil d'administration

M. KRIESEL-VALRIMONT

SOCIETE NATIONALE

DES ENTREPRISES DE PRESSE

Imprimerie Louvre

37, rue du Louvre,

PARIS (2^e)

LA LIBERTÉ DE PRAGUE

Comment les réactionnaires tchécoslovaques ont-ils pu se tromper au point de provoquer eux-mêmes la crise dont ils allaient sortir vaincus ? C'est la question que tout le monde se posait à Prague après le succès populaire de la semaine dernière. La bêtise de la bourgeoisie dans cette affaire a atteint des proportions presque caricaturales. Ils ont cru que Benès « marcherait » et que les Américains les soutiendraient, enfin la croissance continue du parti communiste les pressait d'agir ; ils ont joué quinze ou double et en une seule mise ont tout perdu.

L'imbécillité politique du Département d'Etat est grandement responsable de leur erreur. L'ambassadeur américain à Prague, Steinhardt, qui passe pour un crétin aux yeux de ses collaborateurs directs, a amplement mérité la réputation qu'il s'est faite. Entré dans la carrière par la grande porte des affaires, représentant en Tchécoslovaquie à titre personnel d'intérêts bancaires et industriels, il apprécie les affaires d'Europe avec la sûreté de vue d'un agent électoral de Dodge City (par exemple).

On regrette (d'un point de vue strictement technique) que le Département d'Etat ne parvienne pas à recruter un personnel plus qualifié. Pour un Bohlen, qui à la Marx et en tout cas Lénine, combien de Steinhardt dont la culture politique ne dépasse pas le niveau du rédacteur titrier d'un journal du soir de New-York.

A peine avait-il débarqué à Prague (vingt-quatre heures avant la démission des ministres réactionnaires) que le pauvre homme déclarait qu'il avait « bon espoir ». Je ne connais pas pour ma part de spectacle plus rassurant que celui qu'offre une réunion de diplomates ou de journalistes américains (à quelques exceptions près) autour d'un cocktail d'ambassade. La naïveté, la solennelle fatuité des propos qui s'échangent dans une « party » de ce genre met du baume au cœur. L'ignorance complète des conditions réelles de la vie politique en Europe est, dans ces milieux, littéralement sidérante. Une photo publiée par l'hebdomadaire *Time* pour illustrer un article « documenté » sur le marxisme donne une indication précieuse quant au niveau « idéologique » des techniciens de la nouvelle Sainte-Alliance ; sous les portraits de Marx et de sa jeune femme Jenny on trouve cette légende : *La princesse pleura toute la nuit*. Ah ! le vilain bonhomme que ce barbu qui fait pleurer sa fiancée ! L'ambassadeur Steinhardt, armé du précieux matériel fourni par la revue *Time*, s'est donc mis le doigt dans l'œil avec la grâce d'un préfet de police du Second Empire. Négligeant le fait que la totalité du prolétariat tchèque était derrière le P. C. et les éléments unitaires du P. S., il s'est laissé monter la tête par quelques petits jeunes gens de l'Université de Prague (l'équivalent en nombre et en qualité de nos maurassiens de Sorbonne) et il a donné à la conspiration réactionnaire sa bénédiction comme il aurait donné le coup d'envoi d'une partie de baseball. Au bout de quelques heures, il s'est aperçu de son erreur. Les fins limiers du Département d'Etat, aisément reconnaissables à leurs bonnets de fourrure inattendus dans un pays où tout le monde porte un chapeau ou une casquette, ruminant mélancoliquement leur chewing gum au milieu de l'indifférence générale pendant que l'ambassade de Truman, située un peu à l'écart de la ville, hissait le grand pavillon avec la crânerie de l'orchestre qui joue *La Bannièvre étoilée*, tandis que sombre le navire. M. Walter Lippmann a bien raison de dire que l'Amérique n'a pas de politique extérieure. Aucune grimace ne donnera à M. Marshall la gueule de Talleyrand. La musique européenne (pour ne rien dire de la musique chinoise) ne se joue pas sur un tambour. Si M. Steinhardt avait eu un minimum de bon sens il aurait compris qu'il s'engagait dans la voie des paris stupides.



Qu'y avait-il en face de nous ? 120 kilomètres de frontière bavaroise américaine, la direction pourrie des partis national-socialiste, catholique et démocrate slovaques, de plus en plus coupée des adhérents, quelques socialistes anticomunistes et, bien entendu, les collaborateurs, les grands propriétaires terriens, les spéculateurs et cette fraction de la bourgeoisie que les nationalisations ont dépossédées. En face de cela, un parti communiste de 1 million 400.000 membres, un parti socialiste resté attaché à la tradition révolutionnaire en dépit de la trahison de certains de ses chefs, une paysannerie que la promesse de la réforme agraire enflammait, la police, représentée par les bataillons de sécurité populaire, l'armée, sympathisante dans son immense majorité, enfin la Constitution qui donnait incontestablement la première place au parti communiste, vainqueur aux élections. La seule hypothèse favorable que pouvait envisager M. Steinhardt était une résistance du président Benès qui aurait provoqué un glissement à droite des partis du Front National, dont la direction était passée entre les mains des conjurés réactionnaires. La pression américaine aurait fait le reste. Placé devant une situation insoluble du point de vue parlementaire, Benès aurait formé un gouvernement de techniciens qui aurait préparé à la hâte

des élections sous le signe de l'antisoviétisme et de l'anticommunisme. Si la bourgeoisie tchécoslovaque avait eu à sa disposition les forces dont une bourgeoisie dispose normalement dans des cas analogues, c'est-à-dire l'armée et la police, elle aurait joué ce jeu sans scrupule. Il était donc nécessaire de lui enlever toute illusion. C'est à quoi servirent précisément les démonstrations de masse de Prague, la menace de grève générale précédée par une grève d'avertissement d'une heure, les défilés des bataillons de sécurité, acclamés par la population et finalement l'atout des milices ouvrières.

Ce que nos sociaux-démocrates « occidentaux » ont appelé le « coup de force d'une minorité armée » n'était

par Pierre COURTADE

rien d'autre en fait que le rétablissement de la légalité. Le coup de force permanent qu'est l'Etat bourgeois échouait devant la détermination du peuple de faire respecter la Constitution.



S'il avait été nécessaire, pour obtenir ce résultat, d'exercer en effet une pression, c'est que la nature même de la conspiration réactionnaire imposait cette riposte. Seule, la force au service du peuple pouvait répondre efficacement à la pression qu'exercent normalement les classes dirigeantes dans un pays capitaliste. On s'excuse d'avoir à rappeler des vérités élémentaires qui sont presque une lapalissade. Si nos plérophiques sociaux-démocrates connaissent un autre moyen d'abattre la dictature de la bourgeoisie, qu'ils le disent. Mais il est peu probable qu'ils soient assez niahs pour croire sérieusement que le jour où les forces progressistes auront aux élections la moitié des voix plus une la bourgeoisie passera la main. S'ils ne sont pas idiots, il faut donc qu'ils soient complices. La lecture des articles de Léon Blum pendant la crise tchécoslovaque ne laisse aucun doute à ce sujet. L'ancien collaborateur de la *Revue Blanche* qui, depuis une trentaine d'années, fait dans la « révolution » comme d'autres dans les beurres et œufs ou dans les collections de papillons, s'est empressé d'applaudir le correspondant de *Monde*. Quant aux gens de *Franc-Tireur*, si l'on pouvait conserver quelques doutes sur leurs véritables sentiments, leur réaction aux événements de Prague les a dissipés. Ces farouches révolutionnaires qui reprochaient il n'y a pas longtemps son « embourgeoisement » au Parti communiste, n'aiment les drapeaux rouges que dans les musées.

Ils trouvent nauséabond que l'on fasse une révolution avec la police de son côté, mais parfaitement légitime qu'un ministre socialiste de l'Intérieur dans un Etat bourgeois organise la répression contre la classe ouvrière et les syndicats, lorsque ceux-ci refusent de collaborer à la « gestion honnête » de l'Etat bourgeois par la social-démocratie. Enfin, au moment même où ils préparent ou appuient la formation de la coalition occidentale, ils dénoncent l'intervention de la Russie dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie. Que l'existence de l'Union soviétique et la situation géographique du pays aient facilité la solution de la crise tchécoslovaque, qui songerait à le nier ? Non seulement nous ne le nions pas, mais nous nous en réjouissons profondément. Si les révoltes vont devenir moins coûteuses, c'est précisément parce que les victoires de l'Union soviétique ont rétabli l'équilibre en faveur des forces progressistes dans le monde entier. Des révoltes qui auraient échoué il y a trente ans, à la fin de la deuxième guerre mondiale, quand l'U.R.S.S. était faible et déchirée, sont maintenant victorieuses parce que l'existence d'une Union soviétique forte délivre le prolétariat d'un certain nombre de pays du souci de repousser une intervention extérieure. En dénonçant « l'intervention de l'U.R.S.S. », nos adversaires expriment leur dépit de ne pouvoir eux-mêmes intervenir sans assumer des risques énormes.

On était moins délicat en 1918 quand des officiers français « organisaient » l'armée tchèque. Ce qui est nouveau par rapport à la situation de 1918, c'est que l'existence de l'U.R.S.S., en paralyssant le parti américain, réduit le problème politique pour certains pays aux seules données nationales. Les révoltes françaises au XIX^e siècle déclenchaient automatiquement des révoltes en Europe, non certes par interventions directes, mais parce que l'équilibre était pour un temps rétabli entre la Sainte-Alliance de la réaction et les forces libérales. Aussi bien on peut faire remarquer que si l'U.R.S.S. avait voulu intervenir, elle n'aurait pas attendu 1948. Lorsque l'Armée rouge occupait Prague, croit-on sérieusement qu'elle n'avait pas les moyens d'imposer à la Tchécoslovaquie tel régime qui

lui convenait ? Elle ne l'a pas fait. Si l'on compare cette attitude à celle des forces britanniques en Grèce, il n'est pas difficile de voir où sont les interventionnistes.



Mais c'est trop faire appel à l'honnêteté intellectuelle de nos adversaires, ils continueront inlassablement à jouer sur les mots « intervention », « démocratie », « liberté », « opposition ». La démocratie, disait M. Bidault à propos des événements de Prague, c'est là où il y a une opposition. En réalité, la démocratie, pour ces gens, est le régime où le peuple est dans l'opposition.

M. Bidault n'est pas gêné de conduire la politique extérieure du peuple français au nom du plus petit parti de France (8 % des voix). Le parti de M. Moch, vaincu aux élections, ne se fait pas scrupule d'utiliser et de noyer la police, les journaux communistes sont interdits dans l'armée d'un pays où le Parti communiste a la confiance de l'immense majorité des forces productrices et (comme la guerre et la Résistance l'ont prouvé) combattantes de la nation.

action ou l'Humanité sont « libres » de ne pas émarger aux fonds secrets, mais tel journal gouvernemental a le « droit » de le faire et l'on trouve assez de papier pour permettre (car nous sommes *libres*) à un hebdomadaire d'imprimer cinq cent mille exemplaires demandant la dissolution du premier parti de France. Est-ce là la démocratie ? Est-ce là le gouvernement du peuple ? Mais, nous dit-on, lorsque le peuple prend le pouvoir, ne pourrait-il laisser à la réaction la même liberté que la réaction lui laissait lorsqu'elle gouvernait ? Après tout il y a une presse communiste à Paris, mais il n'y a pas plus de presse réactionnaire à Prague. Malins que vous êtes ! Vous savez bien que vous ne tolérez une presse communiste, un Parti communiste, que dans deux cas seulement ; quand le Parti communiste est si faible que vous ne le croyez pas dangereux et que vous pouvez alors vous offrir le luxe d'une comédie de liberté, et quand il est si fort qu'on ne peut pas contre lui jouer le jeu dangereux d'une répression cynique. Vous ne nous gênez pas lorsqu'il est dans une situation intermédiaire ; avez-vous oublié les prisons de Vaillant-Couturier, d'André Marty, de Maurice Thorez, de Marcel Cachin, de tant d'autres... ? La France, alors, n'était-elle pas une « République », une « démocratie » au sens où vous l'entendez ?

Si je suis « libre », en effet, d'écrire cet article ou tel autre, ce n'est pas à vous que je le dois, ni à je ne sais quelle définition kantienne de la liberté qui vous interdirait de faire aux autres ce que vous ne voudriez pas que l'on vous fit à vous-même, mais à l'action des millions de paysans et d'ouvriers qui me garantissent ma liberté en la conquérant chaque jour pour eux, pour n'importe lequel d'entre nous, contre vous. Lorsque, comme à Prague, la situation se retourne, le peuple qui a réussi à briser votre dictature ne peut pas sans risque grave laisser entre vos mains les armes avec lesquelles vous l'avez si longtemps opprimé. Votre pouvoir était illégal puisqu'il s'exerçait contre le peuple. Le peuple, en rétablissant la légalité, vous arrache vos armes illégales. La réaction est hors la loi dans une démocratie parce qu'elle est fondamentalement et par sa nature même illégale et séditive. Cette conception de la démocratie n'est pas spécialement « russe » ni même marxiste. C'est celle des grands révolutionnaires français, celle de Robespierre déclarant à la tribune de la Convention : *le gouvernement de la Révolution est le despotisme de la liberté contre la tyrannie*.



Il est possible que l'application de ce principe entraîne dans les commençements des injustices particulières, mais ces erreurs ont moins de conséquence que l'espèce de malveillance qui pourrait s'emparer de certains, ébranlés, inconsciemment peut-être par l'argumentation spécieuse de nos ennemis. Ecoutez encore Robespierre : *Avec quelle bonhomie nous sommes encore la dupe des mots ! Comme l'aristocratie et le modérantisme nous gouvernent encore par les maximes meurtrières qu'ils nous ont données ! L'aristocratie se défend mieux par ses intrigues que le patriottisme par ses services. On veut gouverner les révoltes par les arguties du palais ! On traite les conspirations contre la République comme les procès entre les particuliers. La tyrannie commande et la liberté plaide et le code fait par les conspirateurs eux-mêmes est la loi par laquelle on les juge.*

Eh bien ! il est temps que nous cessions de nous excuser d'être ce que nous sommes, il est temps de cesser de « plaider ». La Révolution de Prague est une révolution exemplaire. La liberté de Prague est notre liberté parce qu'elle est la liberté du peuple et la soumission de ses ennemis.

Ne nous excusons pas d'avoir raison,

DES FAITS...

Autriche

Si bien servi que par soi-même

Les autorités américaines d'occupation ont désigné comme président du tribunal de dénazification de Salzburg, Kingshamer qui fut inscrit au parti national-socialiste dès 1926 et y exerça une activité constante jusqu'à la défaite hitlérienne. Un des premiers soins de Kingshamer a été de faire disparaître tous les documents qui le mettaient personnellement en cause.

Etats-Unis

L'avis d'un technicien

M. James Farley, ancien président du parti démocrate, a déclaré qu'Henry Wallace « constituait une plus grande menace pour le parti démocrate que les leaders démocrates ne le réalisent ».

M. Farley estime qu'Henry Wallace peut remporter approximativement 5 millions de voix dont 500.000 viennent de New-York. Dans ce chiffre 75 à 80 % viendront des rangs des démocrates.

L'Etat policier

Philip Murray, président du C.I.O., vient de « limoger » le vieux syndicaliste de Californie Harry Bridges. Bridges est un ardent « supporter » d'Henry Wallace et a exprimé de sévères critiques sur le plan Marshall pour l'aide à l'Europe.

Selon l'Agence INS, des bruits courraient selon lesquels le gouvernement aurait ouvert une enquête sur Bridges pour essayer de le frapper d'une interdiction de séjour, car Bridges est né en Australie. Deux fois déjà des tentatives ont été faites pour le déporter comme membre du parti communiste.

Le professeur Condon, spécialiste des questions atomiques, chef de l'Union nationale des Standards (organisme chargé de vérifier les fabrications importantes), ayant été accusé par la Commission des Activités non-américaines d'être un « espion communiste », le président de la Fédération des Savants américains, Dr. Robert Marshak a fait la déclaration suivante :

« Le genre de preuve que la Commission parlementaire a fourni à l'appui de sa demande pour chasser le Dr. Condon est des plus spéciaux. C'est ainsi que la commission parlementaire affirme que le Dr. Condon a été en contact avec le Dr. Słotowski, savant de la chimie nucléaire, et que le Dr. Słotowski a étudié il y a déjà plusieurs années avec le Dr. Joliot-Curie, lequel s'est inscrit au parti communiste. La commission n'a pas retenu que le Dr. Słotowski a été le délégué polonais à la commission de l'énergie atomique de l'O.N.U., commission avec laquelle le Dr. Condon avait régulièrement des contacts. Il n'y a pas de barrière politique dans la science. »

Personne ne suggérerait que les Etats-Unis rendent le gramme de radium que Mme Curie, belle-mère du Dr. Joliot-Curie, a donné aux hôpitaux américains pour le traitement du cancer, parce que son gendre est un communiste.

La commission parlementaire déclare que le Dr. Condon a demandé un passeport pour la Russie et qu'on ne lui a pas permis de quitter les Etats-Unis. Mais elle omet le fait que le Dr. Condon voulait simplement assister à une cérémonie scientifique internationale à Leningrad. Il n'était pas le seul invité, le Dr. James Conant, président de l'Université d'Harvard, et d'autres éminents savants atomiques l'étaient aussi ; on leur a refusé également la permission d'assister à la cérémonie. »

Cachez donc ce sein que je ne saurais voir !

Le Conseil protestant de New-York, le Conseil presbytérien et le Conseil fédéral des Eglises des Etats-Unis se

A Bruxelles, quand la campagne du Spaakistan bat son plein

BRUXELLES, mars. — Les derniers événements de Tchécoslovaquie ont fouetté le zèle occidental de M. Paul-Henri Spaak. « Le grand homme d'Etat belge » a posé depuis longtemps sa candidature au poste de président de l'Union occidentale et il offre à ses maîtres de meilleures garanties que le « petit homme » du Quai d'Orsay.

Bruxelles est aujourd'hui le foyer d'intrigues le plus actif de la coalition anticommuniste ; la Belgique est le pays où s'est réalisée avec le plus d'efficacité, sous la houlette de Wall Street, la conjonction de l'imposture socialiste et de l'aliénation cléricale. Carrefour de l'Occident, on amène ce pays en citadelle américaine. Pacte

occidental, unions économiques, conférences, conjurations, le verbiage et la futile agitation empêssent depuis quinze jours, les cabinets ministériels de la Rue de la Loi. La France délègue Pieven et Maurice Schuman pour se remplir les joues et dépenser

prochaine Fédération occidentale : le Spaakistan.

Cependant les choses vont autrement que font semblant de le croire les politiciens de la coalition socio-catholique et la plate-forme sur laquelle ils ont édifié leur entreprise de mystification et de vassalisation s'effondre sous leurs pieds.

Le mythe de la prospérité belge est définitivement enterré. Les conditions exceptionnelles qui détermineront la reprise et la relative prospérité d'après guerre sont en voie de disparition. Le spectre de la crise plane sur la Belgique et il ne faut pas être grand clerc pour prévoir que les conséquences en seront désastreuses pour un petit pays fortement industrialisé et tributaire de l'économie mondiale. L'optimisme qui fleurissait il y a un an, a fait place à une vive inquiétude pour l'avenir et à une hostilité croissante à l'égard de l'Amérique qui vient concurrencer la production nationale sur son propre marché intérieur. La Belgique a déjà fait l'expérience de l'aide américaine ; sur ce point elle est en avance de deux ans sur la France.

L'Etat belge est acculé à la nécessité, pour sauver les dividendes, de sacrifier les classes moyennes et la paysannerie. A cet égard encore, la Belgique est plus avancée que la France.

La classe ouvrière voit son standing s'amenuiser sous la poussée lente mais régulière des prix. Mais surtout, conséquence directe de la politique d'importations massives (en 47 les importations en provenance de l'Amérique atteignent 22 milliards contre 2 pour les exportations !), le chômage progresse à une allure alarmante : 70.000 chômeurs complets et 60.000 partiel, représentant un accroissement de 50 % en 6 mois.

Cet ensemble de faits prépare une conjoncture catastrophique. Paul-Henri Spaak, expert en truquages, ne peut pas l'ignorer. Tout se passe d'ailleurs comme si les dirigeants socialistes plaçaient tous leurs espoirs dans l'imminence d'un conflit. Il est notable que les idylliques déclarations des compères occidentaux dissimulent d'après marchandages et des divergences d'intérêts inconciliables. Les marionnettes américaines s'emportent dans les coulisses.

Mais tout est mis en œuvre pour qu'on n'y voie rien. Il serait trop long de faire un inventaire qui irait du mensonge pur et simple jusqu'à la crétinisation méthodique en passant par les « belles querelles » destinées à amuser la galerie. Passons sur l'alarmisme et les falsifications de la presse, sur le bombardement intensif par le film et le condensé, la conjonction pin-up-Notre-Dame-de-Fatima, la sempiternelle question royale et le séparatisme wallon. Accordons une attention particulière, entre tous les anesthésiques utilisés, à la floraison vraiment exceptionnelle des horoscopes qui s'étaisaient dans les journaux, à la vogue croissante des pronostics de football, à l'abrutissement par le sport et aussi, puisqu'il reparaît en France, à l'ultra confusionniste Europe-Amérique qui s'est assuré l'exclusivité des transes hebdomadaires de l'inénarrable Ossian Mathieu.

Je termine en vous signalant le dernier chef-d'œuvre de la propagande léopoldiste. Il s'agit d'une affiche que l'on colle aux fenêtres des maisons bien pensantes. On y voit Albert I^e en « roi-chevalier », lorgnon, casque et molletières, surgir de l'autel au milieu d'un petit nuage et déclarant, le geste bénisseur : « J'atteste que mon fils m'a remplacé dignement. » Cela s'appelle Voix d'outre-tombe. Le malheur veut que le dessinateur ait représenté la pierre tombale avec les trois initiales : R. I. P.

Fragment d'un fac-similé du tract

... nos membres de la British League formèrent un voeu sacré, selon lequel ils se vouaient à la croisade contre les Juifs. Conséquemment, le 22 février 1942, nous avons attaqué le centre du quartier juif, à Jérusalem, à l'aide d'explosifs puissants, infligeant de nombreux dommages à la rive droite : plus de 100 Juifs tués, et 200 blessés — tous Juifs !

C'est avec fierté que nous déclamons cette distinction n'a été faite entre les cowards et hyp crits gangsters de la Haganah et les assassins du groupe Stern. Les femmes et les enfants juifs, les jeunes et les vieux, tous seront anéantis. Nous terminerons le travail d'Hitler. I

Nations du monde entier, debout et écrasez les Juifs !

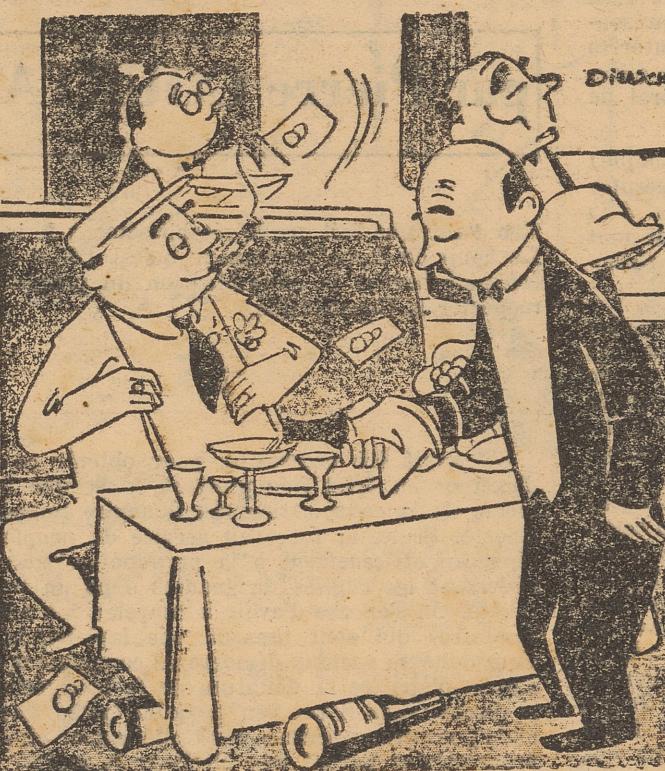
DE « FRONT » [Bruxelles] Il cherre, le comité pour la baisse...

La dernière trouvaille du comité de lutte pour la baisse des prix et l'éducation de l'acheteur est vraiment édifiante.

C'est une affiche rouge qui montre un ouvrier laissant négligemment choir de sa poche de gros billets de banque. « Travailleurs, ne gaspillez pas votre salaire, achetez tout au plus bas prix ! »

Que l'auteur de cette élucubration picturale soit loué : grâce à lui, les travailleurs seront désormais plus attentifs aux gros billets dont ils ont les poches bourrées. Ils achèteront à bas prix (on ne dit pas où) et ils cesseront d'importuner le gouvernement par leurs revendications frappées au coin du matérialisme le plus sorride.

Dans le même ordre d'idées, notre dessinateur a proposé le dessin ci-dessous au comité de lutte pour la baisse des prix.



DES TRACTS FASCISTES PROCLAMENT : C'est nous qui avons fait sauter la rue Ben-Yehuda, à Jérusalem



UNE organisation se désignant comme la branche palestinienne de la « British League » (fasciste) a revendiqué la responsabilité de l'attentat à la bombe qui a détruit la rue Ben-Yehuda, à Jérusalem.

Sydney Silverman et d'autres députés aux Communes, membres du Labour Party, ont reçu par avion des tracts postés à Jérusalem, faisant une telle déclaration et prétendant venir de l'organisation en question. Les tracts établissent que les membres de la League ont prononcé un serment dans l'église du Saint-Sépulcre de Jérusalem, selon lequel ils s'engageaient à susciter une croisade contre les Juifs, ajoutant : « Nous terminerons le travail d'Hitler. »

Les tracts, qui sont du plus pur style antisémite et fasciste, commencent par rappeler les fameux « Protocoles des Sages de Sion ». « Nous ouvrons, avec l'aide de Dieu, une croisade contre les Juifs. Nous détruirons les Juifs, nous écraserons les Juifs, nous éliminerons les Juifs. »

« Nous détruisons les Juifs, nous écrasons les Juifs, nous éliminons les Juifs. »

« Cachez donc ce sein que je ne saurais voir !

... the members of the British League took a sacred oath, according to which they would start a crusade against the Jews. Accordingly, on 22 February 1942, we attacked the central Jewish quarter of Jerusalem with high explosives, inflicting heavy damages to the houses : plus de 100 killed and 200 injured all Jews.

We take pride in announcing that no distinction was made by us between the cowards, brutes and gangsters of the Haganah and the assassins of Stern. All women and children old and young shall be annihilated. We will finish Hitler's work.

LES ÉVÉNEMENTS INTERNATIONAUX

L'IDÉE européenne est en train de descendre du ciel sur la terre. Mais quelle dégradation ! Plus elle se réalise dans les faits, plus elle ressemble au bloc occidental que Churchill pronostic dans son discours de Fulton et que les démocrates du monde entier repoussaient avec indignation.

Beaucoup de ceux qui s'étaient montrés partisans d'une union européenne s'affraient maintenant de cette Europe, de cette union qu'on nous prépare, à Bruxelles et à Londres. Ils avaient rêvé d'une Europe socialiste, qui servirait de pont entre l'Amérique et l'Union soviétique ; on leur présente un bloc politique et militaire, instrument de la stratégie américaine dans la préparation à la guerre contre l'U.R.S.S. Comme Claude Bourdet, dans Combat, comme Ronsac, dans Franc-Tireur, ils s'écrient : « Nous n'avons pas voulu cela ! »

Que pouvaient-ils donc espérer d'autre ? Même si, pendant quelque temps encore, on met en avant, pour le public, l'aspect économique de l'Europe de l'Ouest, il est clair que la raison essentielle de ce regroupement est, avant tout, d'ordre politique et militaire. Peut-on sérieusement croire à une organisation socialiste de l'économie occidentale quand les Etats de l'Ouest, chaque jour davantage, s'éloignent du socialisme dans leur politique intérieure ? Peut-on même sérieusement croire à une planification quelconque dans une Europe occidentale rongée par les rivalités et les oppositions d'intérêts ?

L'aide américaine ne fait qu'aggraver ce désordre et ces contradictions. Au cours de cette année, en Belgique comme en France, en Italie comme en Angleterre ou dans les pays scandinaves, les importations en provenance des Etats-Unis n'ont cessé d'augmenter, pendant que diminuaient les exportations vers l'Amérique. Pour remédier à ce déséquilibre qui risque d'être fatal, le problème se pose de trouver ailleurs de nouveaux débouchés pour les exportations. En Angleterre, où la production a déjà dépassé le niveau d'avant guerre, les projets du gouvernement prévoient qu'au moins 20 ou 25 % de la production doivent être exportés. En Belgique, inondée de produits américains, l'industrie nationale doit aussi, sous peine de disparaître, trouver de nouveaux débouchés. On comprend aisément, dans ces conditions, que ces Etats soient très

La Sainte-Alliance

satisfais de la bonne volonté avec laquelle nous leur cédons la place sur les marchés de l'Est ; mais on comprend également que, depuis la libération, l'Angleterre nous ait refusé le charbon de la Ruhr, qui nous aurait permis d'augmenter, nous aussi, notre production industrielle.

L'Allemagne est une nouvelle pomme de discorde : rivalité anglo-américaine dans la Ruhr ; inquiétude française devant les développements de l'industrie sidérurgique allemande qui concurrence directement la nôtre ; inquiétude du Bénélux devant la résurrection éventuelle de Hambourg, face à Anvers et Amsterdam...

Pendant que ces problèmes sont débattus — ils le seront sans doute encore pendant longtemps — des contacts sont pris pour résoudre des questions qu'on juge plus urgentes. Les événements vont vite. L'assistance financière et économique à l'Europe, c'est déjà, en quelque façon, du passé. Le plan Marshall apparaît comme un expédient provisoire qui ne suffit plus. Le problème de l'Europe occidentale se pose en termes militaires : conversation d'états-majors, unification des armements, alliances et garanties militaires. L'Amérique inaugure son programme de réarmement par une commande de 35.000 avions. La France liquide ses usines d'aviation et augmente le nombre de ses fantassins. C'est le seul point sur lequel il y ait vraiment planification !

Contre qui sont dirigés ces préparatifs militaires ? Contre l'U.R.S.S., bien sûr, mais pas seulement. Le département d'Etat nous prévient que si, en Italie, la minorité du bloc populaire obtient la majorité aux élections, l'alliance de l'Occident se scinderait à bon droit menacée et que les Etats-Unis pourraient voler à son secours.

Telle est, aujourd'hui, l'idée d'Europe. En descendant sur terre, elle est devenue une nouvelle Sainte-Alliance.

J.-P. VERNANT

L'EMPEREUR VA À HIROSHIMA : LA FOULE L'ACCLAME

Hiroshima, février.

J'AI assisté, en spectateur, à la visite que l'empereur vient de faire à Hiroshima. Il arriva dans une vedette à environ 25 milles de la ville et y entra en voiture, au milieu de foules denses. J'étais dans l'automobile qui suivait immédiatement la sienne.

Des acclamations l'accueillaient invariablement et certains pleuraient à sa vue. Mais l'effet était plutôt étrange qu'émouvant. Cela aurait pu être un ballet bizarrement conçu plutôt qu'une démonstration populaire.

Trois minutes pour inspecter une vache

La journée de l'empereur était prévue selon un protocole méticuleux. Un programme imprimé lui avait indiqué qu'il avait deux minutes pour descendre de voiture et « aller saluer les orphelinats de l'orphelinat de guerre de Hiroshima » et cinq minutes pour « recevoir les acclamations des citoyens ». Ensuite trois minutes étaient prévues pour « inspecter, en cours de route, le labourage à charrue tirée par une vache » et trois autres minutes pour « avoir un aperçu de la vie rurale ».

A Hiroshima même, autrefois ville d'environ 400.000 habitants, une estrade de bois avait été dressée aussi près que possible du lieu où la bombe atomique était tombée, un peu moins de deux ans et demi auparavant, et là s'étaient massées au moins 20.000 personnes. Elles firent à l'empereur

une grande ovation et chantèrent l'hymne national japonais « Kimigayo », en manifestant une émotion profonde.

L'empereur leur lut un discours, écrit sur un bout de papier tiré maladroitement de sa poche, leur disant qu'il regrettait les sacrifices qu'ils avaient dû faire, mais qu'il attendait d'eux, avec confiance, un travail intense, pour que leur sacrifice n'ait pas été vain.

Il fut alors conduit sur le toit de l'hôtel de ville partiellement restauré, à peu près l'unique bâtiment à plus d'un étage qui fut encore debout à Hiroshima. De cette éminence, on lui montra l'étendue des dommages causés et les progrès de la reconstruction.

A terre, il est difficile d'apprécier combien les destructions ont été vastes, à cause des nombreuses constructions de bois qui ont été édifiées depuis la fin de la guerre. Mais la bombe atomique, en fait, a rasé presque toute la ville. On estime maintenant que le nombre des tués par l'explosion de la bombe a été d'environ 80.000.

Pas de visite à l'hôpital

Parmi les visages tournés vers l'empereur pour le saluer, certains étaient défigurés par d'atroces brûlures, mais en petit nombre. Les cas les plus graves sont encore

en traitement à l'hôpital de la Croix-Rouge de Hiroshima. C'est peut-être intentionnellement que cette institution ne fut pas comprise dans l'itinéraire de l'empereur.

Au cours de toutes les cérémonies et démonstrations qui accompagnèrent la visite de l'empereur, on n'a jamais remarqué, où que ce fût, la moindre tendance à lui reprocher le terrible destin de la cité, ou à l'en blâmer. Rien n'aurait été plus facile que d'organiser une contre-manifestation ou de compléter un assassinat.

Au contraire, le sentiment du peuple a été remarquable d'unanimité. Les gens semblent tirer une énorme satisfaction de la seule présence de l'empereur parmi eux, et se sont pressés à son approche, non pas

DAILY TELEGRAPH

(Londres).

dans l'idée de le toucher, mais pour sentir physiquement sa présence.

C'est un petit homme nerveux, dont les traits se contractent fréquemment et dont les paupières s'abaissent de temps en temps, comme si l'effort de les tenir ouvertes longtemps dépassait ses forces. Bien qu'il ait eu largement le temps de s'habiller, depuis la guerre, à une vie différente de l'existence retirée qu'il menait auparavant, il donne encore l'impression d'être assourdi par le bruit et aveuglé par la lumière du monde de tous les jours.

Il semble toujours se replier sur lui-même et sans doute rentre-t-il avec un sentiment de soulagement dans son palais, pour s'y consacrer tranquillement à la biologie marine, qui paraît absorber tout son intérêt.

En dépit des directives des autorités d'occupation et des résolutions de la Diète, il est probable que la plupart des Japonais considèrent toujours l'empereur comme un dieu qu'il faut adorer plutôt que comme un homme à qui il faut obéir. La divinité, étant intangible, est plus difficile à déposséder de ses attributs que l'autorité terrestre. Extérieurement, l'empereur n'est qu'un petit homme en costume noir qui, à chaque apparition devant le public, soulève par intervalles son chapeau de feutre mou. Mais ses sujets voient en lui une divinité particulièrement soucieuse de leur bien-être.

Comme tel, l'empereur concentre toutes les aspirations nationales, pendant cette période d'humiliation et de défaite. Comme tel, il pourrait certainement encore soulever un enthousiasme fanatique chez ces 80 millions de Japonais énigmatiques, mais extrêmement capables, sur lesquels il continue à régner et qui continuent à se multiplier avec une telle rapidité que la population augmente de 2 millions par an.

(Malcolm MUGGERIDGE.)

La Grèce ? Une cavalerie de brigands 22 000 des Américains veulent s'en aller

On nous écrit d'Athènes :

CES dernières semaines, les correspondants en Grèce de la plupart des grands journaux américains n'ont pas été tendres pour les dirigeants helléniques. Ils ont parlé de pourriture et de l'impuissance de l'effort américain à relever le pays. En effet, il y a eu bien des divergences et des différends entre les gouvernements helléniques et la mission américaine.

Les appréciations des journaux américains ont été abondamment commentées et elles ont fini par influencer l'attitude

LA TRIBUNE DE GENÈVE

plutôt intranquille du gouvernement grec sur certains points touchant de près le relèvement économique et l'organisation militaire du pays. En théorie générale, tout journaliste étranger qui, en Grèce, ne voit pas tout en rose est traité de communiste ou d'agent provocateur de la 5^e colonne, par les journaux conservateurs d'ici.

Il a fallu beaucoup de patience et de persévérance à ces messieurs de la mission américaine pour faire agréer leurs vues par le gouvernement. Et que de complications !

...QUI DONNENT A PENSER

sont élevés énergiquement contre le traitement qu'ont subi quatre épisodes de l'Ancien Testament dans un ballet qui vient d'être monté sur une scène de Broadway.

Ce nouveau ballet appelé « Billy Sunday » ou « Donnez au diable ce qui revient au diable » a été donné par le ballet russe de Monte-Carlo au City Center Theatre. Les Eglises ont trouvé particulièrement irrévérencie la façon dont est présentée la parabole des Vierges Sages et des Vierges Folles. Le ballet de Monte-Carlo a en effet vêtu les Vierges Folles d'un simple cache-sexe. Quant aux autres tableaux qui ont également soulevé des objections, ils figurent Dalila comme une danseuse acharnée vêtue d'un vêtement de soie rose lui collant au corps et qui essaie de séduire Samson. Pour chasser un Joseph vêtu comme un gueux, la femme de Putiphar est outrageusement fardeée et Bethsabée enfin, vêtue avec une remarquable élégance, danse devant David d'une façon jugée trop « lascive ».

Grece

Tuez !

On manie de Tripoli (Péloponèse) : l'avocat Pouliidis, qui avait consenti à assurer devant le Tribunal militaire extraordinaire la défense de deux démocrates, Petropoulos et Mavrojannis, a été assassiné. L'avocat Tsaglis s'est proposé pour le remplacer : il a reçu une lettre le menaçant du même sort que son prédécesseur. Une démarche immédiate de sa part auprès de l'Union des Avocats et du procureur ne lui ayant pas permis d'obtenir une garantie pour sa vie, il a abandonné sa charge. Les parents des accusés ont alors fait appel à l'avocat Boulgouris, membre influent du Parti populaire (monarchiste) de la ville ; il dut renoncer à plaider après avoir été menacé de la même façon. Sollicités à leur tour, les avocats Petounis et Kadavelos abandonnèrent enfin la cause de Petropoulos et Mavrojannis dans les mêmes conditions.

Les deux hommes viennent de comparaître devant le Tribunal qui les a condamnés à mort pour « haute trahison ». Ce jugement a été rendu immédiatement après le réquisitoire du ministère public, « la défense faisant défaut ».

Et qu'on n'en parle plus !

L'Union panhellénique des familles des citoyens exécutés par les Allemands sous l'occupation a été dissoute sur l'ordre de la Commission spéciale de la Sécurité générale à Athènes. Cette organisation forte de 200.000 membres défendait les droits des victimes du nazisme et s'interdisait toute activité politique.

Italie

Un bail

Des sociétés américaines spécialisées ont offert au gouvernement italien de réorganiser le réseau télégraphique et téléphonique italien, à condition de pouvoir l'exploiter pendant vingt-cinq ans.

Philippines

Sur la route de Batangas

Sur la route de Batangas on a découvert le corps de Manuel Joven, secrétaire général des syndicats ouvriers des Philippines. Il avait été assassiné alors qu'il se rendait dans la ville en question pour présider une réunion du Syndicat des Transports, dont les ouvriers sont en grève. Ce crime a suscité une profonde émotion dans la population et a accru la tension produite par les persécutions dont les organisations ouvrières sont victimes depuis plusieurs mois.

CARRIÈRE EN DO MAJEUR



Et c'est ainsi que cela a fini. Cette nuit-là, personne n'est venu me demander un autographe. J'ai entendu des pas dans le couloir, des voix se sont donné rendez-vous, des ténors ont montré à leurs amis qu'ils savaient, eux aussi, le « Donna è Mobile », mais personne ne s'est arrêté devant ma porte. Personne ne m'a dit un mot. Le bruit a cessé au bout d'un moment. J'ai allumé une cigarette et je suis resté assis. Enfin, longtemps après, on a frappé à la porte. Je n'ai pas bougé. On a frappé encore, puis j'ai entendu qu'on m'appelait par mon prénom. J'ai cru reconnaître Doris ! Je suis allé ouvrir. C'était bien elle avec son joli costume vert, un chapeau brun sur les yeux, des chaussures brunes. Elle est entrée sans regarder.

— Qu'est-il arrivé ?

— Tu étais là ?

— J'ai dû emmener les enfants après le deuxième acte, et quand je suis revenue, j'ai entendu ce que disaient les gens.

Je me suis souvenu de Lorentz et de ce qu'il m'avait expliqué le jour du four de Doris. Je fus quand même content qu'elle n'eût rien vu, rien entendu. Et les enfants non plus...

— On m'a sifflé.

— Les chameaux !

Elle a commencé à marcher de long en large, disant ce qu'elle pensait du public. Jamais Cecil n'avait parlé ainsi. Elle avait souvent reconnu qu'il était terrible, mais elle ne s'était jamais fâchée contre lui ; elle ne le considérait jamais comme capable d'avoir tort. Doris était d'une autre sorte et étant donné son sang de vipère, elle avait un choix d'injures parfaites. Son côté vipère m'a consolé d'ailleurs à ce moment. Tout au fond de mon cœur, je savais bien que c'était Cecil qui avait raison, que ce n'était la faute de personne, mais la mienne. Seulement la blessure était fraîche et ce que disait Doris m'était un baume.

Ce n'était pourtant uniquement pas pour me consoler qu'elle était venue, cela se voyait bien. Elle semblait à bout de nerf et elle parlait toujours sans me regarder. Quand j'ai commencé à me démaquiller, elle s'est affairée avec la serviette, puis lorsque je me suis habillé elle m'a passé mes vêtements. C'était drôle. Elle n'avait jamais fait cela auparavant. Nous sommes sortis. J'ai appelé un taxi et j'ai donné l'adresse de mon hôtel. Elle n'a rien dit. En route, je me suis souvenu d'une chose que j'avais tant désiré faire et que j'avais oubliée. C'était la signature de mon contrat. J'ai soupiré et j'ai regardé défiler les réverbères. Je n'avais plus maintenant à m'en préoccuper.

Quand je suis entré dans le vestibule, j'ai aperçu quelqu'un qui, près de l'ascenseur, m'examinait de loin avec un air furieux.

Je n'ai pas vu tout de suite qui c'était. Tant de gens m'avaient regardé de façon hostile qu'un de plus ou de moins... Mais, brusquement, comme à travers un brouillard, je l'ai reconnu. C'était Craig, mon associé. Je ne l'avais pas revu depuis la construction du poulailler dans le Connecticut et depuis qu'il s'était enterré dans sa propriété. J'ai cligné des yeux. J'ai jeté un coup d'œil à Doris, me demandant soudain si c'était à cause de lui qu'elle était venue me retrouver. Mais elle avait l'air aussi étonné que moi. Il nous a regardé un moment, puis il s'est levé et il est venu vers moi, il ne m'a pas

serré la main. Il s'est avancé furieux et a attaqué :

— Où étiez-vous ?

— Mais, ici.

— Et pourquoi ici ? Quelle idée de se cacher dans ce coin ? Je vous ai cherché partout et c'est bien par hasard que je suis ici.

Doris l'a interrompu et elle s'est faite plus douce que jamais :

— Oh ! un des enfants était malade et Léonard est venu ici pour ne pas risquer la contagion.

— Il ne pouvait pas donner son adresse à quelqu'un ?

— Oh ! ce n'était que pour quelques jours.

Cela a paru le calmer un peu. J'ai essayé de me montrer amical.

— Quand êtes-vous arrivé ? Je vous croyais occupé à traire les vaches.

— Qu'importe quand je suis arrivé et qu'importe les vaches ? Cessez cette comédie, ça suffit, écoutez-moi.

— Bon, j'écoute.

— Vous avez quarante minutes pour attraper le train et faites un peu attention à ce que je vais vous dire.

— Allez-y.

— Alabama. Vous avez entendu ?

— Il me semble.

— La compagnie de chemins de fer a décidé de construire un grand pont. Or, construisons-nous des ponts, oui ou non ? Ce doit donc être un pont de la Craig Borland Company quoique vous ayez l'air d'avoir oublié de quoi il s'agit. Filez là-bas et décrochez-moi ce contrat.

— Où est le pont ?

— Je n'ai pas le temps de vous le dire. Tout est là dans cette serviette de cuir. Vous n'aurez qu'à lire le dossier. Voilà vos billets pour tous les deux et rappellez-vous qu'il ne vous reste que trente-cinq minutes. Quand vous serez arrivés, je vous câblerai. Je vous mettrai tous les chiffres sur câble. On les calcule en ce moment. Ce qu'il faut avant tout... c'est être placé.

— O. K., patron.

Il s'est tourné vers Doris :

— Et vous...

— Oui, monsieur ?

— Ecoutez un peu. Vous allez vous trouver en face d'un tas de braves gens du Sud, des gens dont les parents ont eu des esclaves autrefois, il faut leur faire une bonne impression. Vous m'entendez ? Vous prendrez un appartement entier à l'hôtel. Vous ne boirez pas d'alcool, et vous vous tiendrez comme votre noble et digne société a dû vous apprendre à le faire. Vous en rajouterez même...

— C'est entendu.

— Pour une fois, vous servirez à quelque chose.

— Pour une fois ?

— Si vous ne réussissez pas, vous n'aurez pas besoin de revenir.

— On réussira.

Et on a réussi. Dans mon métier aussi, on peut avoir un four, on peut tout gâcher et n'être plus bon à rien. Mais cette fois, ça n'a pas été le cas. C'est mon métier. La rivière, une ou deux fois, a été rude à vaincre mais je m'y suis acharné et j'ai gagné.

Mais je vais trop vite dans mon récit. Craig avait un papier chiffonné dans sa poche. Quand il a eu donné ses ordres, il s'est remis en colère.

— Et n'allez pas disparaître encore une fois, sans ça je ne vous chercherai pas.

Il a déplié le papier et m'a montré une grande photo de moi. J'avais des favoris, une perruque, la cape et les clochettes et c'était sur la page des théâtres.

— C'est vous ?

Doris a lancé un rire qui a fait se retourner tout le monde. C'était son rire argenté, celui qui est bon à entendre. Elle ne se moquait pas de moi. Elle se moquait de Craig et quand je l'ai regardée j'ai ri aussi. C'était si drôle que j'ai dû

blâmant battre la mesure, j'ai commencé à chanter le début d'un duo :

*La ci darem la mano I
La mi dirai di si
Vedi non è lontano
Partiam ben mio da qui*

C'était le moment où elle aurait dû chanter. J'ai attendu.

— Tu as chanté ça avec elle ?

— Non, jamais.

— C'est sûr ?

— On voulait que je joue « Don Juan ». C'est pour cela que j'ai appris la partition, mais je ne la connaissais pas avant. Je te l'ai entendu fredonner... Alors, je l'ai apprise.

— Elle a descendu l'échelle, toute entortillée dans un de mes pyjamas. Elle s'est glissée à côté de moi et m'a pris dans ses bras.

— Leonard.

— Oui ?

— Je suis contente que tu aies eu un four. Parce que j'en ai eu un aussi. Si tu avais réussi là où moi j'ai raté, je ne te l'aurais pas pardonné... et puis...

— Continue. Et puis...

— Ta voix, maintenant, elle sera pour moi toute seule. C'est pourquoi je suis revenue, Leonard. Quand tu as chanté chez Gwenny, je ne sais comment je me suis pas morte. Tu le voulais, sans doute. Oh ! je sais, j'ai été une femme terrible pour toi, Leonard. Je suis jalouse, mauvaise, mesquine et rien ne me changera jamais. Mais quand je serai trop méchante, chante pour moi, et tu verras que cela changera tout. Cette femme, cette Carver, nous a donné quelque chose que nous n'avions jamais trouvé tous les deux et je la remercierai. Un jour, j'essayerai d'être son amie. Oh ! j'y arriverai. Ce n'est pas ce qui est arrivé qui importe, et je peux plaire à qui je veux... Ecoute-moi. Je vais te dire une chose que je ne t'ai jamais dite : je crois que j'aime... que j'aime mon mari.

Je l'ai serrée très fort. Elle a mis sa bouche sur ma gorge et elle a commencé à l'embrasser.

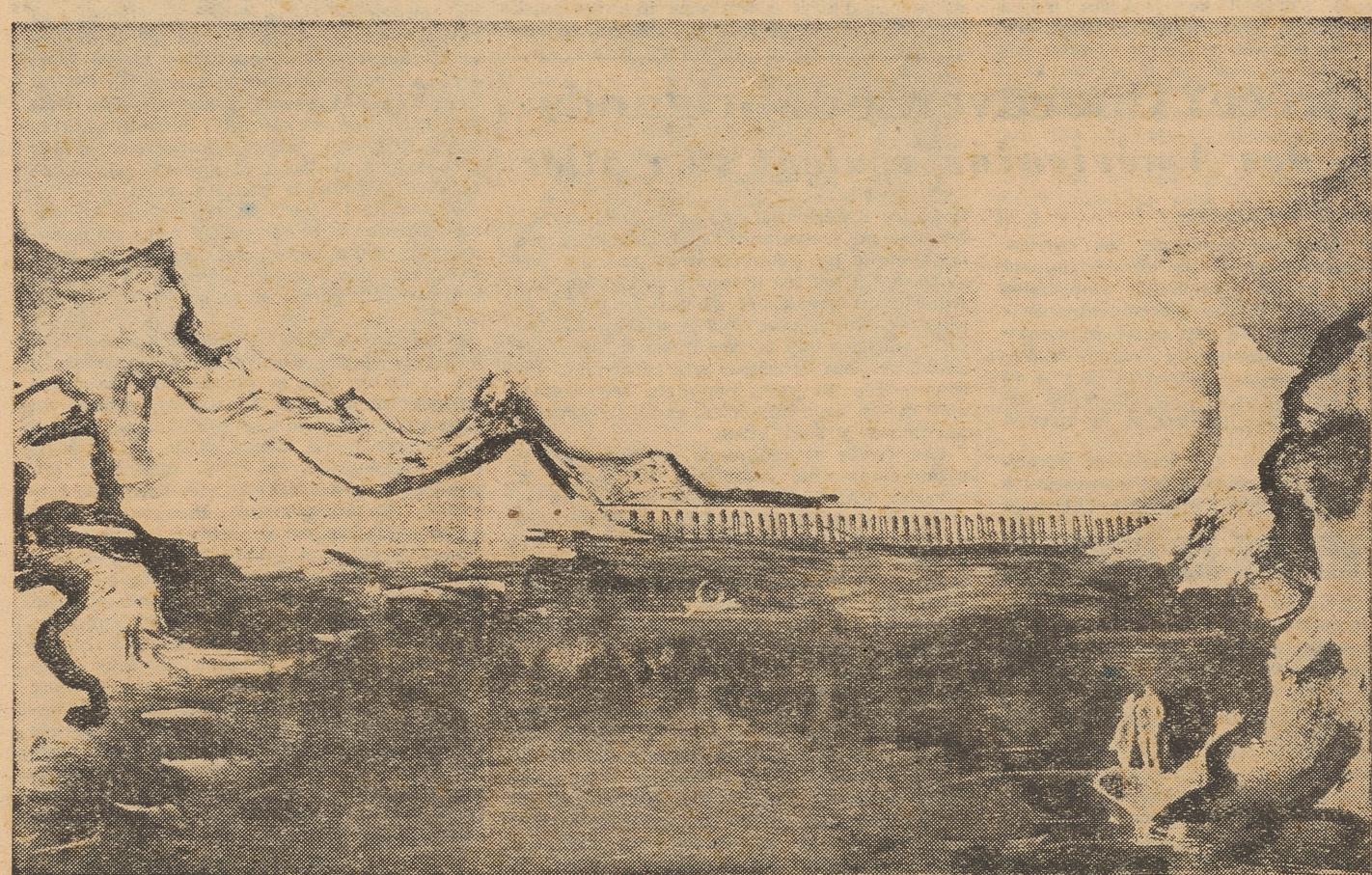
— Chante, veux-tu ?

*La ci darem la mano I
La mi dirai di si
Vedi non è lontano
Partiam ben mio da qui*

*Vorrei e non vorrei
Mi tremava un poco il cor
Felice è ver sarei
Ma puoi bimarmi ancor*

Nous avons chanté ensemble. C'était affreux, mais c'était le chant le plus doux que j'aie jamais entendu. C'est tout.

FIN



LE R.P.F. SE F... DES MALADES !

C'EST à l'intérieur de Paris que j'ai voyagé cette semaine...

Découvertes en Tchécoslovaquie ou en U.R.S.S., les choses que m'apprit ce voyage eussent servi d'argument et de pâture à une demi-douzaine de journaux « objectifs », dont aucun ne semble se soucier de suivre mon itinéraire : de l'hôpital Bichat à la Salpêtrière, de Broussais à Vieille-Eglise (Seine).

A l'Hôtel de ville, comme chacun sait, l'ordre est revenu, puisque le R.P.F. et la S.F.I.O. s'unissent en une lune de miel arcadienne.

Cette majorité « toujours à la pointe du combat pour le bien-être des Parisiens », comme nous l'apprenaient il y a peu ses affiches électorales, s'est décidée, d'un cœur joyeux, à s'attaquer aux malades, aux vieillards et aux fous, espérant que ceux-là ne sauraient se défendre ni par des grèves, ni par des revendications. Ces « élus des Parisiens » ont décidé de supprimer du budget 350 millions à l'Assistance Publique et 100 millions sur le crédit accordé pour l'achat de la pénicilline et de la streptomycine dans nos hôpitaux.

La suppression de crédits se traduira par le licenciement de 3.000 agents de l'Assistance Publique, alors qu'il manque, de l'avenu même des officiels, 670 infirmières dans les hôpitaux. « Il n'est pas question, répondent les édiles, de renvoyer les infirmières qualifiées. » Ils oublient que le petit personnel, faute de diplômés, qui ne veulent plus accepter un travail exténuant pour un salaire ridicule, contribue aux soins médicaux. Aux objections présentées par le Dr Rouquès, le marquis de Fontenay a fait une réponse de belle envolée : « Songez, dit-il, que les religieuses ne réclament pas de salaire. »

Le marquis de Fontenay, conseiller R.P.F., oublie sans doute que les communautés religieuses disposent d'autres fonds pour faire vivre leurs membres, que les infirmières laïques n'ont pas l'habitude de quêter le dimanche pour leur entretien. Et il dévoile avec candeur ses intentions : rendre aux congrégations religieuses la haute main sur notre service hospitalier. La S.F.I.O. « bastion de la laïcité », comme elle dit, applaudit, approuve et vote.

Nos malades meurent, faute de soins

Quand le professeur Blalok, de Baltimore, est venu à l'hôpital Broussais montrer à nos spécialistes comment il traitait la maladie bleue, la direction a adjoint huit infirmières supplémentaires à ce service pour permettre au savant américain de travailler « dans le luxe ». En partant, le professeur Blalok a écrit au directeur de l'Assistance Publique, le remerciant d'avoir pu opérer dans de bonnes conditions, bien qu'il eût l'habitude de disposer du triple de personnel.

Très récemment, j'ai vu des médecins hésiter à employer la streptomycine pour un enfant malade « parce que leurs stocks étaient si faibles qu'ils craignaient d'en manquer ensuite dans des cas plus urgents ». J'ai vu appliquer de vieux traitements, longs et compliqués, dans des maladies dont, de l'avenu même des spécialistes, la pénicilline eut triomphé en quelques heures.

Le directeur d'un laboratoire d'hôpital m'a déclaré : — On nous alloue 20.000 francs par an ; il nous faut davantage simplement pour nourrir et pour remplacer nos cobayes. Il m'arrive de manquer à tel point d'animaux indispensables pour étudier le sang, le sérum, les liquides pathologiques des hospitalisés, que j'achète des cochons d'Inde à mes frais... Que voulez-vous, moi, je ne bouquine pas sur les quais, j'*« animalise »*.

Un médecin des hôpitaux a rapporté, il y a deux ans, un électromyographe dans son service. Depuis deux ans, l'appareil est à l'hôpital, on l'utilise ; jamais l'administration n'a songé à le rembourser.

La Salpêtrière, ruine et tombeau

Sans doute, le nom de « La Salpêtrière » se justifie-t-il tous les jours, car l'humidité, la vétusté des salles doivent favoriser la formation du salpêtre, cette moisissure.

J'y connais une salle où une infirmière doit desservir soixante malades. Au service des femmes, la situation n'est pas seulement grave, elle est tragique.

Les locaux sont si exigus que des femmes dorment sur des brancards qui forment une troisième rangée dans la salle, en plus des rangées de lits. Impossible d'isoler celles qui en ont besoin. La surveillance est si réduite, le personnel si insuffisant qu'il y eut récemment plusieurs accidents et plusieurs suicides qui eussent pu être évités.

Ces drames sont reconnus par le « patron », exaspéré, dont les réclamations se heurtent à l'administration ; celle-ci ne peut nier les faits (soigneusement étouffés...) et malheur à celui par qui le scandale arrive, on sait ça depuis l'Evangile), mais se déclare impuissante à les empêcher.

A l'hôpital Bichat, d'ailleurs, le service des femmes, conçu pour 86 malades, en abrite 125.

Les enfants même (peut-être considère-t-on que nous en avons trop) n'ont pas droit à des égards spéciaux. Il y eut des morts par suite de mauvaise nourriture, par contagion ; là encore, on ne peut pas isoler les petits. Il n'y a pas de cuisine spéciale pour les débiles, pas de laboratoire pour les analyses urgentes.

Le service est surchargé, les petits crètent longtemps avant qu'on puisse leur venir en aide. Dans tous les hôpitaux organisés du monde, j'ai vu une infirmière ou aide-infirmière avoir la charge de deux nourrissons, trois au maximum. A la Salpêtrière, la malheureuse femme, surchargée, s'occupe de huit bébés.

Depuis avant la guerre, l'agrandissement de la radiographie figure en tête de la liste des « urgences ». Un médecin n'a pas craint, récemment, de déclarer : « Les ra-



Salle prévue pour deux rangées, mais comportant une troisième rangée de brancards

dios sont si mauvaises qu'il est impossible de porter un diagnostic sans erreur, quelles que soient l'expérience et l'habileté du praticien ; je considère les malades comme volés, car, enfin, les radios ne sont pas faites pour rien. »

La visite de la pharmacie m'a fait passer des frissons le long du dos. On parle des logements-taudis ; la pharmacie de la Salpêtrière est un laboratoire-taudis, où le travail est quasi impossible. Généralement, l'administration offre des mansardes pour agrandir ; aucune famille

par Dominique DESANTI

ne voudrait de ces mansardes pour grenier. Les rats y rongeraient les médicaments, l'humidité des gouttières les pourrirait. Les plafonds tombent, il n'y a ni paillasse (ces sortes de « potagers » sur lesquels les pharmaciens préparent poudres et solutions), ni évier, ni gaz ni électricité. Les médecins disent d'une seule voix : « Les analyses ne sont plus possibles ». D'ailleurs, presque aucun appareil ne marche.

Ici encore, pénicilline et streptomycine vont être réduites de moitié, faute de crédits.

A l'époque des « illusions de la Résistance », comme disent les sceptiques distingués, on avait tenté de faire de la Santé Publique un organisme qui méritait son nom, d'engager une campagne cohérente pour que les malades et les fous soient vraiment soignés et non parqués et traités en bétail inutile.

Récemment, Alexis Danan a conduit une enquête bouleversante, montrant qu'il fallait en finir avec la tare des « fosses à fous ».

Des promesses furent faites, des projets déposés.

Victoire des marchands de soupe

Qu'en résulte-t-il ? Ces messieurs Vergnolle et Cie déclarent : « Nous allons fermer les hôpitaux psychiatriques, d'où possibilité de réforme et économie de 90 millions ». Mais voyons le fond des choses : « en attendant », les malades seront envoyés en province. Par exemple à Vieille-Eglise, sans doute, où déjà quatre cents malades mentaux sont « traités » sous la surveillance éminente de M. Cournu, entrepreneur de constructions normand, digne confrière de M. Perchet (société des « Abris-Foyers » qui, en effet, sont des foyers... d'horreur).

Le maire de Vieille-Eglise, révolté, adressa un rapport au préfet de la Seine sur ces atroces bâtiments solitaires, abandonnés, propres à rendre neurasthénique le Club des optimistes tout entier.

Le maire décrit la situation, sans rhétorique :

La nuit, les rats mordent les paralysées, les matelas grouillent de vers. Les infirmières passent des heures à lutter contre les poux qui rongent le cuir chevelu des femmes. Les draps, souvent souillés, ne peuvent pas être changés ; le linge de corps est généralement renouvelé une fois par mois. Les folles doivent laver elles-mêmes leurs rares robes de laine, et payer leur savon. Les pieds, faute de chaussures, sont entortillés de chiffons (on peut, après cela, parler de « l'état d'arriération des campagnes rou-

maines » ! Pendant dix jours, les malades ont mangé des « pâtes pour chiens » cuites à l'eau, pleines de débris, de croûtes de rats, de moisissure.

Une fois par semaine, elles absorbent de la viande que le vétérinaire (!) de Rambouillet a reconnue « inconsommable, même pour les animaux ». Le soir, elles boivent l'eau des légumes, diluée, baptisée « soupe ». En 1947, l'entrepreneur de pompes funèbres prenait 1.540 francs par convoi ; les familles devaient payer 2.780 francs à M. Cournu.

C'est l'administration qui envoie les névrosés dans ce lieu de repos, définitif à brève échéance.

Il ne faut, d'ailleurs, dans ce domaine, rien cacher : le manque de personnel est tel, dans l'ensemble des asiles, que les traitements modernes : électrochocs, cardiasol, etc..., ne peuvent pas être appliqués, dans 65 % des cas.

Dans les sanatoria, des salles restent fermées et vides alors que je connais, dans les quartiers populaires de Paris, des centaines d'enfants pulmonaires qui continuent à jouer dans des rues sombres (et à contaminer les autres) parce qu'ils attendent leur départ. « Pas de place » est-on obligé de répondre.

Fausses économies

Les renvois massifs de personnel à l'Assistance Publique se traduisent, non par des économies, mais par un supplément de dépenses. Seulement, il favorise les entreprises particulières (et centralisées au point de mériter le nom de trust) : la désinfection des salles, par exemple, assurée par des ouvriers de l'administration, depuis deux ans, et qui économisait des millions au budget, ou les travaux de peinture. La mécanique, le dépannage des appareils de radiologie, la fabrication des instruments de petite chirurgie, la conduite des ambulances (arrachée il y a peu à la maison Panhard) sont assurés par des salariés de l'Assistance Publique. Etant donné leurs salaires et la suppression des bénéfices des entreprises privées, ils allégeaient le budget municipal, au lieu de le grever.

Au moment où la journée d'hospitalisation va atteindre 1.300 francs (non pas tant par nécessité que pour rendre plus dure encore la tâche de la Sécurité Sociale, épingle dans la chaire du R.P.F.), les malades seront plus mal soignés que jamais. Car si le personnel ne cesse de diminuer, le nombre des malades venant aux hôpitaux ne cesse de croître, et le nombre des services. A l'hôpital Bichat, entre 1943 et 1947, le nombre des radioscopy a doublé, et le chiffre d'exams de sérologie, par exemple, passe en un an de 81 à 102.000.

Des économies ? On pourrait peut-être en réaliser dans l'administration des hôpitaux, où la famille est obligée de faire treize démarches (nécessitant des employés) pour récupérer les chaussures et la brosse à dents d'un mort.

Mais l'administrateur de la Salpêtrière a crânement déclaré : l'administration passe avant les malades.

Nous en arrivons à un paradoxe contre lequel le peuple entier devrait s'élever : la science progresse, la maladie pourrait régresser, mais l'argent des contribuables va à l'armée d'Indochine, à la police, aux armements, parce que la santé publique ne peut pas servir d'argument contre l'U.R.S.S., parce qu'elle n'intervient pas dans la politique du « bloc occidental ».

Il y a une quinzaine d'années, M. Raymond Aron, qui devait faire une rapide carrière de *Combat* au *Figaro* et du socialisme au national-socialisme, n'était encore qu'un distingué professeur qui abordait le monde en donnant des conférences à la bonne société havraise. Le problème de la sincérité gidiennne l'intéressait tout particulièrement. Je l'entends encore citer : « Entre aimer et croire qu'on aime... entre croire qu'on aime moins et aimer moins, quel Dieu verrait la différence ? »

Ce débat des *Faux-Monnayeurs* lui tenait toujours à cœur lorsqu'il écrivit sa thèse, puisque nous pouvons lire à la fin de l'ouvrage : « Mais comment puis-je m'engager sans me condamner peut-être à l'insécurité ? Je ne sais si j'éprouverai encore demain ce que j'éprouve aujourd'hui. Le droit de changer marque d'abord la revendication de la vie entre la pensée ou la décision qui s'attirent une immuabilité absolue. »

Nortons que toute pensée ne s'attribue pas une immuabilité absolue comme veut le faire croire Aron. Ce vice est seulement le fait de la pensée métaphysique. La pensée scientifique, au contraire, s'en garde parfaitement. Mais R. Aron s'est choisi métaphysicien et il a ses raisons pour cela : d'avance il justifie la louche « revendication de la vie contre la pensée ». En même temps qu'il pose des valeurs éternelles au nom de la pensée, au nom de la vie, il s'autorise à se porter « au delà du bien et du mal », comme le voulait Nietzsche. Dès cet instant, nous pouvons affirmer que R. Aron a déjà un combat

contre-révolutionnaire. Une affirmation comme celle-ci, toute théorique qu'elle soit : « L'ordre spirituel est transcendant aux réalités qu'explorent les sciences de la nature » n'a pas d'autre objet que d'interdire à l'histoire la possibilité de se constituer comme une science. Car on sait trop que l'histoire, par le dynamisme qu'elle révèle de la seule indication objective du devenir est une arme révolutionnaire. Aussi R. Aron s'est-il empressé de la renier dans le fourreau de la philosophie la plus statique : la métaphysique idéaliste.

Mais quelle que soit sa subtilité, Aron a trop à faire de lutter contre l'évidence : il se trahit à chaque page. L'ordre même de son exposé en souligne le contresens. Il est forcément d'admettre que « les hommes arrivent à la conscience en assimilant, sans le savoir, une certaine manière de penser, de juger, de sentir que appartiennent à une époque, singularisant une nation ou une classe ». Mais, bien qu'il reconnaisse formellement, par conséquent, que « les hommes sont semblables, si l'on peut dire, avant d'être différents » et que « l'individualité humaine est construite à partir d'un fonds commun » (c'est moi qui souligne), il procède à l'inverse, quitte à avouer : « Nous avons jusqu'à présent simplifié l'analyse en supposant un individu isolé, puis en mettant face à face deux individus, en dehors de toute communauté sociale ou spirituelle — abstraction commode, mais qui défigure la situation. »

Des aveux, Aron en laisse passer bien d'autres, témoins celui-ci que je retire du chapitre intitulé : « La connaissance de soi » : « En 1930, confie Aron, je pris la décision d'étudier le marxisme pour soumettre à une révision philosophique mes idées politiques. » Il était alors en pleine « incertitude sur la fonction de la philosophie ». Il éprouvait « le dégoût de la pensée séparée de la vie ». Cependant, dans cette incertitude et ce dégoût, ayant même d'en aborder l'étude qui, s'il l'avait entreprise sincèrement, aurait pu le régénérer en réconciliant sa pensée et sa vie, il pose la « nécessité de reviser le marxisme ».

Les civilisations accomplies, Louis attaque le célèbre *Dear Old Southland*. Comme dans son discours, il expose le thème d'abord sans rythme — accompagné seulement par le souffle commentaire de Hines — ce qui nous permet de retrouver sa sonorité toujours aussi éclatante. La plénitude, la puissance de chaque note, la sobriété des phrases, la majesté serine de l'inspiration émeut profondément.

On ne saurait s'étonner que cet intellectuel parfaitement lucide qui se refuse, dans une thèse philosophique, à tirer les conséquences de ce qu'il aperçoit pourtant clairement, témoigne de la même fausseté dans le domaine politique. Qu'il s'emploie, par exemple, au rassemblement du peuple français autour du général de Gaulle, après avoir donné cet avertissement : « Le risque supreme serait, pour les Français, qu'ils laissent monopoliser par un mouvement unique ou un régime d'aventure l'élan qui soulèvera le peuple entier. »

Qu'attendez d'autre d'un homme qui déclare, représentant l'expression de Malraux : « Nous sommes pour nous mêmes, ce monstre incomparable, préférable à tous ? »

CLAUDE HOFFMAN.

NOTES D'ÉCOUTE

Si la conscience était munie d'un petit appareil enregistreur, la tâche de la justice serait singulièrement simplifiée. Il lui suffirait, pour connaître la vérité, rien que la personne ait à jurer, d'ouvrir le crâne des prévenus, de fouiller dans le petit phonographe et d'en extraire les disques relatifs au délit ou au crime en cause.

Ainsi opéra O'Brady pour utiliser la « carte blanche » que lui avait confiée la Radio l'autre dimanche.

Ayant posé le fait que Guy Serrive, compositeur raté, avait tué son ancienne maîtresse Nadic, il nous a branché sur le petit phonographe de la conscience de l'assassin. Et, à l'écoute de ce monologue intérieur, dévidé tout honneur dans le métro, nous avons appris comment de la place Balard à Saint-Sébastien-Froissart, le projet de ce meurtre avait pris corps et s'était développé jusqu'à son terme fatal, comment le dernier acte innocent du meurtrier avait été d'aider un aveugle à descendre du wagon... Preuve qu'il y a des honnêtes gens dans toutes les corporations, même celles des criminels !

Le monologue n'était pas rectiligne. C'était été trop simple. Il se compliquait de bifurcations et de correspondances, de dissensions, d'anticiphances et de retours en arrière, de souvenirs « en débâcle », qui auraient peut-être déconcerté certains auditeurs, mais qui n'en faisaient pas moins de la meilleure émission.

**

Les « premières auditions » ne manquent pas dans les concerts d'aujourd'hui, et l'on ne saurait certes s'en plaindre.

Mais les révélations sont moins fréquentes. Un dissonant fait suite à un autre dissonant, et les naïfs de notre espèce — qui doit être du reste assez répandue — songent mélanconiquement aux vieux maîtres qui n'ont pas de flatter l'oreille alors même qu'ils faisaient œuvre révolutionnaire...

Relevé dans les programmes du vendredi 12 :

Chaine nationale : 23 h. 05 : Les Ecrivains du peuple : La Poésie ouverte en 1848.

Chaine parisienne : 12 heures : Apéritif en musique au Black Swan Hotel, New-York, qui fera revivre la voix d'Edward Stirling, mort il y a quelques semaines.

Les hommes à l'oreille blasée.

DÉMOCRATIE

L'HOMME QUI CASSE DES PIERRES N'EST PAS UN HOMME
S'IL NE REVE PAS DE TRACER DES ROUTES.
L'HOMME QUI TRACE DES ROUTES N'EST PAS UN HOMME
S'IL NE REVE PAS DE BATIR DES VILLES.
L'HOMME QUI BATIT DES VILLES N'EST PAS UN HOMME
S'IL NE REVE PAS DE FONDER UN PORT.
L'HOMME QUI FONDÉ UN PORT N'EST PAS UN HOMME
S'IL NE REVE PAS DE S'ECARTER DES ROUTES.
L'HOMME QUI SURVOLE LES ROUTES N'EST PAS UN HOMME
S'IL NE FOUDROIE PAS LA DOUTE EN FAISANT GERMER LES PIERRES.

MAURICE HONEL

Service Librairie

Écrit sous la potence, par Jules FUCHIK (traduit du tchèque)	180
Macœurs choisis, de Tristan TZARA (préface de Jean Cassou)	190
Le Secret public, par Jean-François CHIBRUN (édition numérotée)	250
Six mois à Fresnes, par Noémie MANY-LEFEBVRE	120
L'Etag de l'or, par Gaston BAISSETTE	150
Les Champs de Moé, par Leon MOUSSINAC	180
Les Fantômes armés, par Elie TRIOLLET	150
Bon Julian, par Jaime SA-BARTES	200
Les Combattants de la nuit, par Paul TILLARD	150
Terre violente, par Jorge AMADO	350
La Chine de demain, par SUN FO	400
Il n'y a pas d'énigme russe, par Edmund STEVENS	300
Retour des Etats-Unis, par Rya EHRENBOURG	180
Ce que j'ai vu en Chine rouge, par Harrison FORMAN	350
De la crise économique à la guerre mondiale, par Henri CLAUDE	120
La Grande Conspiration contre la Russie, par M. SAYERS et A. KAHN	225
Numéro spécial de la revue « Europe » : La Révolution de 1848	175
Marxisme et Individu, par Pierre HERVE	85

Au siège d'action : 3, rue des Pyramides, Paris (1^e). Paiement par mandat - chèque, versement au C.C.P. 4159.47 ou envoi contre remboursement. Port pour un livre : 34 francs (sauf ce qui concerne Terre violente, qui a un prix différent). Il n'y a pas d'énigme russe. Ce que j'ai vu en Chine rouge, La Grande Conspiration contre la Russie et Numéro spécial de « Europe » : 42 francs en raison du poids. Pour l'expédition de plusieurs ouvrages : tarif suivant le poids.

**

Symbolisé par le général Aufnick, son beau-père, le bourgeois semblait solidement campé

ARMSTRONG A PARIS

Il y eut d'abord, ce jour-là, la réception de Louis Armstrong par Hot Club de France pour un apéritif d'honneur.

Au cœur d'un groupe d'admirateurs, Armstrong, avec sa tête ronde et laineuse, son regard mouillé son visage extrêmement mobile où se bousculent les expressions les plus diverses... et sans sa voix, sa voix étonnante, un grésillement éraillé, un bourdonnement grave qui fait ronfler le théâtre comme une batteuse et qui se résout en un bon rire de noir.

C'est bien lui, « Satchmo » aux grosses lèvres, et je vérifie de près ce détail que Panassié rapporte dans ses ouvrages : l'empreinte de la trompette gravée au centre de la bouche de Louis — la lèvre supérieure en est comme tuméfiée. A vrai dire, il chante avec une sentimentalité un peu fade, mais ses contre-chants au trombone sont d'une grande noblesse. Au piano, Earl Hines joue le *St. Louis blues* en boogie-woogie avec une élégance nerveuse, puis c'est le tragique *Saint-James infirmary* et un final où Catlett fait des prouesses.

Deuxième partie plus belle encore que la première, s'il est possible. Armstrong, en costume blanc, interprète *On the sunny side of the street*, *High society* et une mélodie de la Porte Saint-Martin, dont les cadres (ut salon petit-bourgeois et la salle d'audience d'un tribunal) ont été vus mille fois, revus et corrigés, dont les situations sont pour le moins aussi vieilles que le théâtre, cette pièce pourtant, nous amuse, deux heures durant. Pourquoi ? Parce que M. Achard n'a pas cherché une seconde à transparaître derrière ses personnages. Il leur a donné le jour puis s'est contenté de les laisser se développer à leur guise, accomplir leur destin, parler leur langage. Bien sûr, tout cela ne nous mène pas bien loin, mais même l'imitation fait le reste.

Nous ironis à Valparaiso est l'œuvre d'un homme fort habile qui se nomme M. Marcel Achard. Cette pièce (volontairement déséquilibrée, qui aurait pu s'étirer dangereusement entre un premier acte qui appartient au *Boulevard* et les trois derniers qui frisent, en plus d'un endroit, le vaste mélange de la Porte Saint-Martin, dont les cadres (ut salon petit-bourgeois et la salle d'audience d'un tribunal) ont été vus mille fois, revus et corrigés, dont les situations sont pour le moins aussi vieilles que le théâtre, cette pièce pourtant, nous amuse, deux heures durant. Pourquoi ? Parce que M. Achard n'a pas cherché une seconde à transparaître derrière ses personnages. Il leur a donné le jour puis s'est contenté de les laisser se développer à leur guise, accomplir leur destin, parler leur langage. Bien sûr, tout cela ne nous mène pas bien loin, mais même l'imitation fait le reste.

Nous ironis à Valparaiso est l'œuvre d'un homme fort habile qui se nomme M. Marcel Achard. Cette pièce (volontairement déséquilibrée, qui aurait pu s'étirer dangereusement entre un premier acte qui appartient au *Boulevard* et les trois derniers qui frisent, en plus d'un endroit, le vaste mélange de la Porte Saint-Martin, dont les cadres (ut salon petit-bourgeois et la salle d'audience d'un tribunal) ont été vus mille fois, revus et corrigés, dont les situations sont pour le moins aussi vieilles que le théâtre, cette pièce pourtant, nous amuse, deux heures durant. Pourquoi ? Parce que M. Achard n'a pas cherché une seconde à transparaître derrière ses personnages. Il leur a donné le jour puis s'est contenté de les laisser se développer à leur guise, accomplir leur destin, parler leur langage. Bien sûr, tout cela ne nous mène pas bien loin, mais même l'imitation fait le reste.

Nous ironis à Valparaiso est l'œuvre d'un homme fort habile qui se nomme M. Marcel Achard. Cette pièce (volontairement déséquilibrée, qui aurait pu s'étirer dangereusement entre un premier acte qui appartient au *Boulevard* et les trois derniers qui frisent, en plus d'un endroit, le vaste mélange de la Porte Saint-Martin, dont les cadres (ut salon petit-bourgeois et la salle d'audience d'un tribunal) ont été vus mille fois, revus et corrigés, dont les situations sont pour le moins aussi vieilles que le théâtre, cette pièce pourtant, nous amuse, deux heures durant. Pourquoi ? Parce que M. Achard n'a pas cherché une seconde à transparaître derrière ses personnages. Il leur a donné le jour puis s'est contenté de les laisser se développer à leur guise, accomplir leur destin, parler leur langage. Bien sûr, tout cela ne nous mène pas bien loin, mais même l'imitation fait le reste.

Nous ironis à Valparaiso est l'œuvre d'un homme fort habile qui se nomme M. Marcel Achard. Cette pièce (volontairement déséquilibrée, qui aurait pu s'étirer dangereusement entre un premier acte qui appartient au *Boulevard* et les trois derniers qui frisent, en plus d'un endroit, le vaste mélange de la Porte Saint-Martin, dont les cadres (ut salon petit-bourgeois et la salle d'audience d'un tribunal) ont été vus mille fois, revus et corrigés, dont les situations sont pour le moins aussi vieilles que le théâtre, cette pièce pourtant, nous amuse, deux heures durant. Pourquoi ? Parce que M. Achard n'a pas cherché une seconde à transparaître derrière ses personnages. Il leur a donné le jour puis s'est contenté de les laisser se développer à leur guise, accomplir leur destin, parler leur langage. Bien sûr, tout cela ne nous mène pas bien loin, mais même l'imitation fait le reste.

Nous ironis à Valparaiso est l'œuvre d'un homme fort habile qui se nomme M. Marcel Achard. Cette pièce (volontairement déséquilibrée, qui aurait pu s'étirer dangereusement entre un premier acte qui appartient au *Boulevard* et les trois derniers qui frisent, en plus d'un endroit, le vaste mélange de la Porte Saint-Martin, dont les cadres (ut salon petit-bourgeois et la salle d'audience d'un tribunal) ont été vus mille fois, revus et corrigés, dont les situations sont pour le moins aussi vieilles que le théâtre, cette pièce pourtant, nous amuse, deux heures durant. Pourquoi ? Parce que M. Achard n'a pas cherché une seconde à transparaître derrière ses personnages. Il leur a donné le jour puis s'est contenté de les laisser se développer à leur guise, accomplir leur destin, parler leur langage. Bien sûr, tout cela ne nous mène pas bien loin, mais même l'imitation fait le reste.

Nous ironis à Valparaiso est l'œuvre d'un homme fort habile qui se nomme M. Marcel Achard. Cette pièce (volontairement déséquilibrée, qui aurait pu s'étirer dangereusement entre un premier acte qui appartient au *Boulevard* et les trois derniers qui frisent, en plus d'un endroit, le vaste mélange de la Porte Saint-Martin, dont les cadres (ut salon petit-bourgeois et la salle d'audience d'un tribunal) ont été vus mille fois, revus et corrigés, dont les situations sont pour le moins aussi vieilles que le théâtre, cette pièce pourtant, nous amuse, deux heures durant. Pourquoi ? Parce que M. Achard n'a pas cherché une seconde à transparaître derrière ses personnages. Il leur a donné le jour puis s'est contenté de les laisser se développer à leur guise, accomplir leur destin, parler leur langage. Bien sûr, tout cela ne nous mène pas bien loin, mais même l'imitation fait le reste.

Nous ironis à Valparaiso est l'œuvre d'un homme fort habile qui se nomme M. Marcel Achard. Cette pièce (volontairement déséquilibrée, qui aurait pu s'étirer dangereusement entre un premier acte qui appartient au *Boulevard* et les trois derniers qui frisent, en plus d'un endroit, le vaste mélange de la Porte Saint-Martin, dont les cadres (ut salon petit-bourgeois et la salle d'audience d'un tribunal) ont été vus mille fois, revus et corrigés, dont les situations sont pour le moins aussi vieilles que le théâtre, cette pièce pourtant, nous amuse, deux heures durant. Pourquoi ? Parce que M. Achard n'a pas cherché une seconde à transparaître derrière ses personnages. Il leur a donné le jour puis s'est contenté de les laisser se développer à leur guise, accomplir leur destin, parler leur langage. Bien sûr, tout cela ne nous mène pas bien loin, mais même l'imitation fait le reste.

Nous ironis à Valparaiso est l'œuvre d'un homme fort habile qui se nomme M. Marcel Achard. Cette pièce (volontairement déséquilibrée, qui aurait pu s'étirer dangereusement entre un premier acte qui appartient au *Boulevard* et les trois derniers qui frisent, en plus d'un endroit, le vaste mélange de la Porte Saint-Martin, dont les cadres (ut salon petit-bourgeois et la salle d'audience d'un tribunal) ont été vus mille fois, revus et corrigés, dont les situations sont pour le moins aussi vieilles que le théâtre, cette pièce pourtant, nous amuse, deux heures durant. Pourquoi ? Parce que M. Achard n'a pas cherché une seconde à transparaître derrière ses personnages. Il leur a donné le jour puis s'est contenté de les laisser se développer à leur guise, accomplir leur destin, parler leur langage. Bien sûr, tout cela ne nous mène pas bien loin, mais même l'imitation fait le reste.

Nous ironis à Valparaiso est l'œuvre d'un homme fort habile qui se nomme M. Marcel Achard. Cette pièce (volontairement déséquilibrée, qui aurait pu s'étirer dangereusement entre un premier acte qui appartient au *Boulevard* et les trois derniers qui frisent, en plus d'un endroit, le vaste mélange de la Porte Saint-Martin, dont les cadres (ut salon petit-bourgeois et la salle d'audience d'un tribunal) ont été vus mille fois, revus et corrigés, dont les situations sont pour le moins aussi vieilles que le théâtre, cette pièce pourtant, nous amuse, deux heures durant. Pourquoi ? Parce que M. Achard n'a pas cherché une seconde à transparaître derrière ses personnages. Il leur a donné le jour puis s'est contenté de les laisser se développer à leur guise, accomplir leur destin, parler leur langage. Bien sûr, tout cela ne nous mène pas bien loin, mais même l'imitation fait le reste.

Nous ironis à Valparaiso est l'œuvre d'un homme fort habile qui se nomme M. Marcel Achard. Cette pièce (volontairement déséquilibrée, qui aurait pu s'étirer dangereusement entre un premier acte qui appartient au *Boulevard* et les trois derniers qui frisent, en plus d'un endroit, le vaste mélange de la Porte Saint-Martin, dont les cadres (ut salon petit-bourgeois et la salle d'audience d'un tribunal) ont été vus mille fois, revus et corrigés, dont les situations sont pour le moins aussi vieilles que le théâtre, cette pièce pourtant, nous amuse, deux heures durant. Pourquoi ? Parce que M. Achard n'a pas cherché une seconde à transparaître derrière ses personnages. Il leur a donné le jour puis s'est contenté de les laisser se développer à leur guise, accomplir leur destin, parler leur langage. Bien sûr, tout cela ne nous mène pas bien loin, mais même l'imitation fait le reste.

LA PEINE CAPITALE PARIS 1900

Esquisse d'une tragédie de notre temps

« La Peine capitale », de Claude-André Puget, se situe à Montemagno, principauté italienne du XV^e siècle. Le cadre de l'Italie prérenaissante est sans doute un spectacle pittoresque et celui que nous proposons la salle Luxembourg est fort beau. Mais, tout de suite, la situation des personnages nous intéresse davantage.

Montemagno est en guerre, la cité assiégée. Ses habitants meurent de faim et de soif, la peste a fait son apparition. Nous sommes aux portes de la ville, au pied de l'enceinte fortifiée. Il y a le guettement, une fille étrange qui vend son corps pour un morceau de pastèque, de pauvres gens... Sous la conduite active du jeune prince Lorenzo, le peuple « tient » ; il attend l'armée de Lionel, le prince, le frère ainé de Lorenzo, qui peut-être le délivrera et le sauvera.

Dès ce prologue, sorte de tableau d'un art minuscule, trop minutieux, le spectateur de la salle Luxembourg, s'il est de bonne foi, entre dans le jeu. *La Peine capitale* n'est pas une pièce d'actualité, mais je sais gré justement à Claude-André Puget d'avoir inventé un lieu dramatique, des personnages, une action aussi éloignés de nous en apparence et qui, dans le fond, nous soient si proches. Pour y parvenir, d'ailleurs, il a dû se soucier exagérément du détail de la peinture, et le détail nous distraint de l'essentiel. Tout au long de *La Peine capitale*, C.-A. Puget n'a pu

en unité. Parce que C.-A. Puget surtout tenait le véritable sujet dramatique de ne re temps et qu'il n'a fait que l'indiquer.

Mais il reste significatif que l'auteur des *Jours heureux*, d'*Echec à Don Juan*, du *Grand Poucet*, du *Saint-Bernard*, divertissements comiques ou dramatiques, ait senti la nécessité de présenter aujourd'hui des personnages principaux comme des actes



Renée Faure et Lise Topart dans « La Peine capitale »

Et pourtant... Lionel et son armée sont arrivés ; Montemagno, libérée, connaît quelques heures d'exaltation. Et puis il faut maintenant retrouver l'existence de tous les jours. Un silence étrange se fait alors dans la ville, un silence se creuse autour du palais. Le peuple de Montemagno a trop souffert, quelque chose en lui s'est rompu, ce lien qui le rattachait au passé, à ses vieilles habitudes. Le peuple a pris conscience et il s'apprête à abandonner la cité en ruines, symbole d'un ordre défaillant, pour aller ailleurs construire sa cité. Lionel, son prince, lui donne raison, cependant que la reine mère ricane et préconise la matraque pour arrêter le mouvement !

Ici, le drame individuel de Lionel, de Lorenzo et de sa fiancée, Lucrézia, se dégage du drame collectif qui ne sera plus qu'une toile de fond. Nous le regretterons. D'abord parce que la pièce y perd

EUROPE
vient de publier un numéro spécial de 350 pages consacré à la Révolution de 1848. Quinze écrivains français, parmi lesquels Jean Cassou, Edith Thomas, Aragon, Jean Froville, Albert Béguin, Louis Chéronnet, Auguste Cornu, etc., se sont attachés à une étude encyclopédique de cette révolution.

Nous ne saurions trop recommander à nos lecteurs ce document indispensable à la connaissance des événements qui, voici cent ans, consacrèrent l'avènement d'une république et d'un siècle de luttes pour la libération de la classe ouvrière.

ROGER BOUSSINOT

LE PAIN
DE LA
CORRUPTION
PAR YVES FARDE

70 FR.

PRATIQUEMENT, l'improvisation n'existe pas au cinéma. La production d'un film met en branle une machinerie coûteuse et complexe qui doit tourner avec régularité du début à la fin. Le devis, c'est la Bible, le plan de travail la Table de la loi.

Le charme principal de *Paris 1900* est la spontanéité si apparente des bonheurs dans la réussite qu'on y découvre comment. Les si heureuses surprises, on voit bien que c'est l'équipe de réalisation tout entière qui, la première, a dû les éprouver...

Pierre Braunberger, producteur, Nicole Vedrès, réalisatrice, et Myriam monteuse virtuose, commencent de rassembler leurs documents, ignorent jusqu'au métrage final de leur film.

Le propos initial de Pierre Braunberger était de faire rassembler et monter de petits films burlesques de la période 1900. Nicole Vedrès, inventoriait les cinémathèques, y découvrant le visage le plus réel, le plus surprenant et le plus complet de toute cette période de la vie de Paris, et ainsi, sous les ciseaux de Myriam, naissait *Paris 1900*.

J'avoue être resté à peu près insensible à l'exhumation des cent preuves filmées de l'existence objective des grands hommes, de Claude Monet à Sarah Bernhardt, Lucien Guity, ou Léon Blum duelliste. La petite promenade, qu'on jurerait un peu postérieure aux autres documents, de Paul Valéry au Luxembourg, n'ajoute rien à l'idée que je m'en fais.

Mais les mille personnages qui n'étaient pas vus poser pour la postérité, les marchandes des Halles, les sergents, la reine des reines, les messieurs moustachus, ingénus et stupéfaits, qui se reboutonnent avec bonne foi, font partie d'un monde stupéfiant, vivant, inconnu que ni Zola, Barrès, Toulouse-Lautrec ou Paul Dukas ne m'avaient montré. Personne n'ose plus contester au cinéma son caractère nécessaire, irremplaçable. J'aime que la preuve en soit administrée avec tant de complaisance.

La misère, les grèves, les conflits sociaux d'où naquit le premier espoir du mouvement socialiste en France, voici leur visage. Voici les contradictions et les convulsions qui se cachent derrière la prospérité tant vantée, et voici que la guerre, suscitée, souhaitée, passionnément attendue par le lyrisme de Déroulède, apparaît pour ce qu'elle est : la seule façon pour cette forme de vie en société de résoudre ses problèmes, de surmonter ses contradictions. La guerre de 1914, complément nécessaire de la belle époque, produit naturel de cette société bien assise, confortable et complète. La dernière image du film, le train « pour Berlin » tout rempli de joyeux mobilisés-moutons, ravis, consentants mystifiés, le dit avec un discret pathos. J'avais d'abord regretté que la marche à la guerre, le déclenchement de la farce mécanique n'eût pu avoir dans le film la grande tragique de l'été 14, et que Nicole Vedrès n'ait pas eu la parfaite compréhension de l'enchaînement des événements de Martin du Gard. Je crois maintenant que son témoignage tire une force supplémentaire d'être si peu concerté et si peu élaboré.

La perfection formelle du film est d'ailleurs si séduisante, l'habileté dans le récit et la combinaison du montage vertigineux de Myriam avec la très subtile et admirable musique de Guy Bernard, si parfaites, en bref, le spectacle si beau qu'il faudrait bien de la mauvaise foi pour marchander son plaisir.

On savait que le genre « film de montage » polémique, souple, collé sur la dialectique de la conversation, exerçait une emprise très forte sur le public. Mais on s'accordait à limiter son domaine à une sorte d'agitation, ou à la rigueur d'explication, purement politique. Pourquoi nous combattions, de Capra, Bataille d'Ukraine, de Dovjenko, ou l'extraordinaire Un Jour de guerre en URSS, semblaient confirmer ce jugement. Et voici qu'avec *Paris 1900* s'effectue cette double démonstration, que le « film de montage » est le genre qui peut être le plus proche de la tragédie, et que le montage lui-même est un art royal.

PIERRE KAST.

Michel Rivière exposera sa céramique à la galerie Claude Tabet, 213 bis, boulevard Saint-Germain à Paris le samedi 13 mars au dimanche 22 mars 1948.

Vernissage, le vendredi 12 mars à 17 heures 30.

Les Editions René Juillard « Sequana » annoncent la publication d'un roman de Claude Roy : « La Nuit est le mannequin des pauvres », ainsi que la traduction, établie par les soins de Claude Roy, du « Champ d'honneur », de Robert Lowry.

ROGER BOUSSINOT

(1) Ed. Stock.

LE TÉLESCOPE DU MONT PALOMAR

DANS quelques semaines sera achevée, au sommet du mont Palomar, la mise au point du plus puissant télescope du monde, et les astronomes pourront explorer utilement, autour de notre globe, une sphère s'étendant jusqu'à un milliard d'années-lumière, alors que jusqu'ici l'univers n'a pu être observé au-delà de 500 millions d'années-lumière (une année-lumière est le chemin que parcourt en une année, à raison de 300.000 km.-s., un signal lumineux).

Cette « performance » a été rendue possible, après des années de travail, grâce aux énormes capitaux mis à la disposition des universités américaines, mais aussi grâce aux progrès que les savants de tous les pays ont fait réaliser à l'optique : invention des surfaces réfléchissantes en aluminium, construction de miroirs absolument parfaits, de diamètre de plus en plus grand, etc. Le diamètre de l'objectif est, en effet, la caractéristique principale d'une lunette astronomique ; c'est de lui que dépend la quantité de lumière qui, pour une étoile donnée, est concentrée sur la plaque photographique. C'est de lui également que dépend le pouvoir séparateur de l'instrument, possible d'obtenir des images distinctes de deux étoiles extrêmement voisines sur la sphère céleste. L'objectif du télescope du mont Palomar est un miroir concave de 5 mètres de diamètre, qui pourra recueillir 2 millions de fois plus de la lumière d'une étoile que l'œil humain, et révéler, par conséquent, un nombre considérable de nouveaux astres.

La lumière reçue d'une étoile, étalée en un spectre présentant des raies caractéristiques, renseigne sur la composition chimique de sa surface, sur sa température, sur sa vitesse par rapport à la Terre, et un très vaste programme de travail a déjà été élaboré pour tirer parti des possibilités du nouvel instrument. Les principales questions qui se posent à l'heure actuelle aux astrophysiciens concernent principalement la naissance, l'évolution et le déclin des étoiles, et les réactions nucléaires dont elles tirent l'énergie qu'elles émettent depuis des milliards d'années. L'astrophysique rencontre la matière dans des conditions qu'il nous est impossible de reproduire dans les laboratoires les mieux outillés et qui s'échelonnent depuis les densités inférieures aux « vides » les plus poussés que nous sachions réaliser jusqu'à des états extrêmement condensés (étoiles naines) où un litre de matière pèse plusieurs tonnes, et où les atomes sont vraisemblablement débarrassés de leurs électrons.

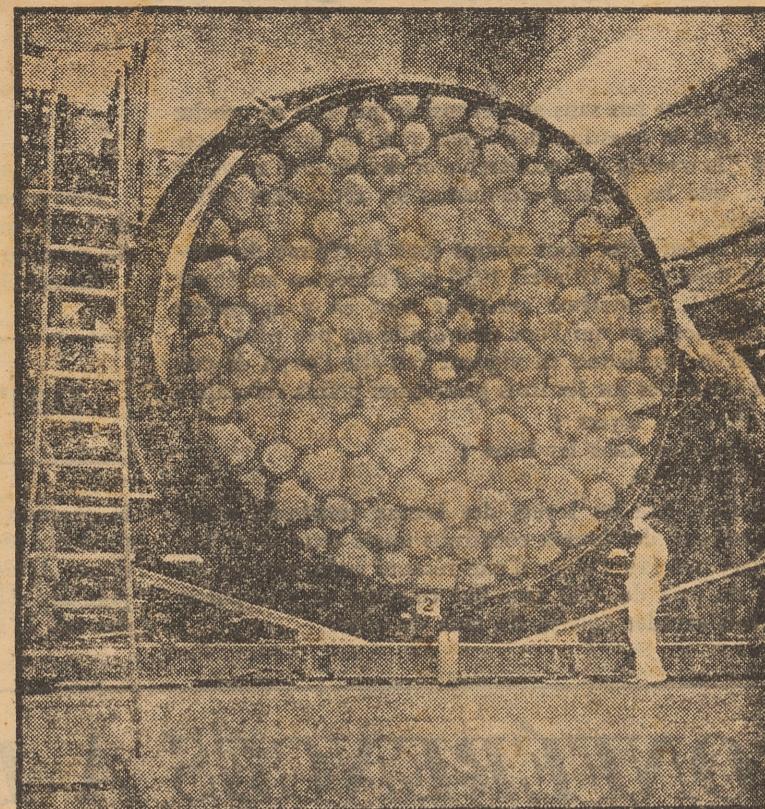
L'échelle des températures qu'elle doit considérer est également beaucoup plus vaste que celle que nous pouvons atteindre et l'univers stellaire est un laboratoire où le physicien vient vérifier ses hypothèses les plus audacieuses.

Mais ce n'est pas seulement l'évolution des étoiles, mais celle de notre univers tout entier qui est en cause à l'heure actuelle. Au-delà de la Voie Lactée, le télescope découvre d'innombrables amas d'étoiles qui sont semblables à notre galaxie, et qu'on appelle nébuleuses spirales. Or, ces nébuleuses s'éloignent de nous à des vitesses qui augmentent avec leur distance et qui, pour les plus éloignées dont on ait pu mesurer la vitesse, atteint déjà le 1/8 de la vitesse de la lumière. Ce phénomène extraordinaire avait été prévu par plusieurs savants et, pour la

première fois, par l'abbé Lemaitre. Il est conforme aux conclusions d'Einstein, auteur de la théorie de la relativité générale, qui repensant complètement la physique, est arrivé à cette conclusion que l'univers est courbe et qu'un rayon lumineux parcourant un grand cercle de cet univers doit revenir, au bout de 300 milliards d'années, à son point de départ. Le rayon de courbure de l'univers irait en s'accroissant, selon Einstein, et sa variation entraînerait la fuite des nébuleuses spirales. Les théories d'Einstein, qui heurtent le sens commun et dont la compréhension exige des connaissances mathématiques extrêmement poussées, ont cependant jusqu'ici résisté à toutes les vérifications expérimentales que l'on a pu obtenir, et il est admirable qu'avec un style pour seul instrument, un homme ait pu devancer, dans leurs explorations de l'espace, les télescopes les plus puissants.

H. BROUXT

Le miroir de 5 mètres de diamètre du nouveau télescope du mont Palomar.



HARO SUR LE « LAICISME »

LES évêques des Etats-Unis viennent de publier « une très importante lettre pastorale » (*La Croix* dixit), consacrée « au laïcisme contemporain et à ses répercussions sur l'individu, la famille, l'école, le monde du travail et la communauté internationale »...

Nos évêques expliquent, dans ce long document, que l'homme qui a perdu « la conscience de sa responsabilité vis-à-vis de Dieu » ne peut mener une vie morale, que le laïcisme est responsable des divorces, des pratiques anticonceptionnelles, des crimes d'enfants et autres menus méfaits...

Mais ils en viennent vite à la chose capitale : la question scolaire. « Ne plus parler de Dieu à l'école, c'est pratiquement porter atteinte aux droits des parents chrétiens », assurent-ils. Bien entendu, en parler, ce n'est nullement porter atteinte aux droits des parents laïques.

Quelques considérations suivent, sur « le désordre gravement blânable de la vie économique moderne ». « Il faut en rendre responsable le laïcisme » (sic), car, tenez-vous bien, « le laïcisme éloigne Dieu des questions économiques ». Tout s'explique, évidemment, et la solution est claire : « il faut cesser d'exiler Dieu de l'usine et du marché ».

Enfin, les relations internationales font l'objet d'un paragraphe. Inutile de vous dire que c'est encore sur le laïcisme que les évêques crient haro !

Pendant ce temps, le congrès national de la Ligue féminine d'action catholique, qui se tenait à Paris, déclamait, lui aussi, une action énergique contre le laïcisme, responsable de tous nos maux. Une plaisante écho qu'il fait de *La Croix* lui faisait même déclarer que soit mis « un frein à l'ambiance d'immortalité (sic) qui détruit la jeunesse ».

Cependant, ces dames congressistes ont proclamé qu'elles étaient optimistes.

« D'abord (je cite *La Croix*), parce que les catholiques finiront par comprendre que la suppression de la liberté d'enseignement serait la mort de la France chrétienne. » (Ne seraient-ils pas tous d'accord là-dessus ? Voilà un avoué fort intéressant !)

Ensuite, parce que, depuis trois

ans, un précieux travail d'organisation, de coordination, d'union, de répartition des tâches a été réalisé, tant par le Comité national de l'enseignement libre que par la Commission pour la liberté et la paix sociale.

« C'est ainsi que, récemment, ajoute *La Croix*, quatre présidents nationaux de nos grandes associations étaient mandatés pour demander audience au chef du gouvernement ; au cours d'une cordiale conversation d'une heure, M. Robert Schuman se plût à constater que, pour la première fois, le contact était ainsi pris avec des organismes représentatifs et des personnes officiellement mandatées.

Il faudra désormais intensifier l'action constructrice, élargir les efforts aux dimensions du problème, qui est tout à la fois religieux, familial, professionnel et civique. Il faudra développer les associations d'éducation populaire, se servir des lois existantes, exercer une action éducative sur les catholiques, sur les familles, sur tous les citoyens ayant le sens de la liberté... »

Son Eminence le cardinal Suhard et le Saint Père en personne ont envoyé « encouragements et consignes » au congrès national de la Ligue féminine d'action catholique. Ainsi, à New-York, à Paris et à Rome, on est d'accord pour exterminer le « laïcisme ».

Vous n'en serez pas surpris. Réfléchissez-y toutefois.

GUY LECLERC.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à la semaine prochaine l'article de Roger Maria :

PRÉSENTATION ET LECTURE DE « L'AUBE »

Rien que des vedettes
à la
IV^e Nuit de la Jeunesse

LE 27 MARS, au Vél' d'Hiv'
Pierre BAC
et Fernand RAUZENA
Marie BIZET, PIPO et RHUM
LUC et BARNAY, etc., etc.

Sur piste : plusieurs épreuves cyclistes avec LESUEUR
Champion du monde

Et pour la première fois
Au Vél' d'Hiv', da GYMIRANA
De minuit à l'aube :
GRAND BAL

Prix des places :
125, 100 et 80 francs
LOUEZ VOS PLACES à
L'AVANT-GARDE, 78 b^e rue
d'Amsterdam, Paris, IX^e ; au
VEL' d'HIV', 8, bd de Grenelle,
Paris.

INSEMINATION ARTIFICIELLE ET TRANSPLANTATION D'Œufs DE MAMMIFÈRES

C'EST l'abbé Spalanzani, l'un des premiers biologistes di- gnes de ce nom, qui a découvert vers 1770 l'insémination artificielle consistant à féconder une femelle à l'aide de liquide séminal artificiellement prélevé sur le mâle.

Il fut émerveillé du succès de sa tentative et en vit toute l'importance pratique. Aujourd'hui, l'insémination artificielle est couramment employée pour la reproduction du bétail, suivant des méthodes améliorées et quasi industrielles. Elle permet de centupler le rendement de certains producteurs de haute qualité et, par conséquent, d'améliorer ainsi l'ensemble du cheptel.

Le sperme de taureau contient en moyenne 1,2 milliards de spermatozoïdes par centimètre cube. Même si on le dilue cent fois, la liqueur qu'il produit et qui contient 12 millions de spermatozoïdes — dont un seul suffira à féconder la femelle — n'a pratiquement pas perdu de son efficacité. Et on connaît des taureaux qui, grâce à cet artifice, compéte 5.000 descendants. Mais pour obtenir ce résultat il a fallu mettre au point une organisation de réfrigération des spermatozoïdes (qui n'ont à la température normale qu'une vie très brève) et de transport rapide de la liqueur séminale. En U.R.S.S., c'est une organisation d'EAT qui, dans les fermes collectives, fournit aux fermiers la liqueur destinée à l'insémination artificielle. Au Canada et aux Etats-Unis, des coopératives se sont créées pour la diffusion de cette méthode qui est la meilleure dans toutes les régions où le cheptel bovin est peu dense.

Mais la rapidité de production de races sélectionnées se trouverait notablement accrue si l'on pouvait également multiplier le rendement des femelles de haute qualité, et la méthode, qui n'est pas encore entrée dans la pratique courante, est cependant au point. L'ovaire des mammifères

contient un très grand nombre d'ovules dont un certain nombre seulement parviennent périodiquement à maturation, mais dont la plupart ne se développeront jamais. L'ovulation est commandée par une hormone sécrétée par l'hypophyse : hormone gonadotropique. Après leur maturation, les ovules émigrent vers l'utérus où elles rencontrent le spermatozoïde qui les féconde. Le nombre d'ovules qui arrivent à maturité et émigrent à la fois dépend de l'espèce ; lorsque plusieurs ovules sont fécondés à la fois, ils engendrent des faux jumeaux, ce qui est la règle pour certaines espèces : lapines, et l'exception pour d'autres : brebis, vaches. On s'est aperçu qu'en introduisant dans l'organisme, au moment convenable, un supplément d'hormone gonadotropique, on provoquait la super-ovulation, c'est-à-dire la maturation d'un nombre abnormal d'ovules, et on pouvait ainsi provoquer artificiellement la naissance de jumeaux, chez les brebis par exemple. Cette méthode est couramment utilisée en U.R.S.S.

Mais il y a une limite, rapidement atteinte, au nombre des ju-

meaux que la femelle peut mener à terme, et des biologistes américains, éprouvant sur la lapine, ont mis au point une méthode, malheureusement beaucoup plus compliquée, pour augmenter le nombre d'individus sélectionnés que l'on peut produire grâce à la surovulation ; elle consiste à pulser chirurgicalement les œufs après fécondation, et à les conserver un certain temps dans du sérum à température convenable où s'effectuent les premières divisions cellulaires. L'œuf est alors introduit dans l'utérus d'une femelle vierge non sélectionnée qui a été préparée à le recevoir par un traitement hormonal approprié. L'œuf est alors élevé par cette « nourrice » d'un genre nouveau mais l'individu qu'il produit demeure, génétiquement parlant, le fils de la femelle qui a produit l'œuf. Il va de soi que la technique de ces prélèvements et de ces transplantations est beaucoup plus délicate que celle de la fécondation artificielle et de la surovulation, mais les résultats obtenus dépassent de loin tout ce que les anticipateurs les plus audacieux avaient jamais rêvé.

H. B.

UNIVERSITÉ NOUVELLE

8, avenue Mathurin-Moreau, Paris (19^e)

SEANCE INAUGURALE DU SECOND CYCLE DES COURS

Jeudi 11 mars, à 20 h. 30

Salle Lacazette - Union des Métaux

94, rue Pierre-Timbaud, Paris (11^e)

(Métro : Parmentier ou Couronnes)

De retour de Prague

René MAUBLANC

Professeur agrégé

Membre du comité de patronage de l'Université nouvelle
parltera sur le thème suivant :

Victoire de la démocratie en Tchécoslovaquie
et relatera les impressions recueillies au cours de son voyage.

Participation aux frais : 15 FRANCS

Entrée gratuite sur présentation de la carte d'étudiant
ou de la carte d'ami de l'Université nouvelle.

Le mercredi 17 mars, à 20 h. 30, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de MARCEL PRENANT, professeur à la Sorbonne,

André RIBARD parlera de la question tchécoslovaque.

L'orateur répondra aux questions qui seront posées.

Retenir des places : 21, rue des Carmes ou 27, rue d'Anjou.

Le 10 mars 1948 à 20 h. 30, Palais de la Mutualité, salle C 210, métro Maubert, Jacques DUCLOS, secrétaire du Parti communiste français, s'adressera à tous les membres des professions judiciaires et parlera des problèmes de l'heure, notamment de la fiscalité, de la réforme judiciaire et de la défense de l'indépendance française.

Le samedi 13 mars à 20 h. 45 :

Le centenaire du Manifeste communiste, conférence par V. Leduc, directeur d'action. Au café des Sports, 217, avenue de Versailles, métro Porte de Saint-Cloud.

LOUEZ VOS PLACES à

L'AVANT-GARDE, 78 b^e rue

d'Amsterdam, Paris, IX^e ; au

VEL' d'HIV', 8, bd de Grenelle,

Paris.

Prix des places :
125, 100 et 80 francs

POUR UNE JUSTE POLITIQUE DES LOYERS

CA n'est pas sans appréhension que l'on se penche sur la question des loyers tant la législation en la matière est incertaine et embrouillée au point que les juristes eux-mêmes s'y retrouvent difficilement.

C'est qu'en effet nous vivons sous le régime du provisoire depuis... le 1^{er} avril 1936 et d'année en année on a reconduit le système antérieur tout en y apportant des modifications qui l'ont embrouillé un peu plus.

Aussi la législation en vigueur fait-elle l'objet de critiques unanimes sur les trois principaux points suivants :

- 1^{er} Prix des loyers ;
- 2^e Maintien dans les lieux ;
- 3^e Expulsions.

On distingue les loyers des locaux construits avant 1914 et ceux des locaux construits après cette date. Les premiers ont fait l'objet d'une récente augmentation de 70 % du prix de 1943 sans que ce nouveau prix puisse toutefois excéder 680 % du taux de 1914.

L'augmentation sur les seconds est de 35 % du prix de 1939 sans que le nouveau prix puisse excéder 135 % du taux de 1939.

En matière d'expulsions et de maintien dans les lieux

par **Yves MATHIEU**

la question est très embrouillée et à vrai dire la jurisprudence semble évoluer en fonction de la situation politique. Actuellement la juridiction compétente, celle du juge aux référés, prononce l'expulsion dans plus de 90 % des cas. D'autre part il n'existe aucune législation pro-

tégeant les locataires en hôtel qui sont pourtant près de 500.000

Nous connaissons des cas où les « tauliers » ont exercé leur droit de reprise dans des conditions scandaleuses.

LE GOUVERNEMENT SOUTIENT LES GROS PROPRIÉTAIRES

Il est donc temps de procéder à une refonte et à une modernisation de notre législation sur les loyers. On sait que c'est précisément un des buts que se propose en ce moment l'Assemblée Nationale. Mais, reste à savoir dans quel sens et comment sera faite la nouvelle loi. Or il apparaît déjà que les partis gouvernementaux se préoccupent beaucoup plus des intérêts des gros propriétaires que de ceux des locataires.

En effet la loi du 30 juillet 1947 prévoyait la constitution de commissions locales, départementales et nationale qui devaient débattre des conditions dans lesquelles devait être refondue la législation sur les loyers. Ces commissions, présidées par des magistrats, comprenaient, à titre délibératif, 2 représentants des locataires, 2 représentants des propriétaires, 2 représentants des associations familiales ; à titre consultatif, 2 architectes, 1 représentant de la C.G.T. et 1 représentant de la C.F.T.C.

L'Assemblée qui aurait dû prendre en considération les travaux de ces commissions, n'a pas attendu leurs conclusions. Les partis gouvernementaux ont décidé de discuter directement le projet Grimaud (M.R.P.) et par conséquent se sont engagés à l'aveuglette sur la voie anti-démocratique.

En quoi consiste le projet Grimaud qui est aussi celui du Gouvernement ? Pour ce qui est des loyers, il est prévu une augmentation sensible des prix qui les porteraient à quatre ou huit fois ce qu'ils sont actuellement. La loi ne serait applicable qu'aux villes de plus de 4.000 habitants, les autres localités relevant du droit commun. Le chapitre concernant le maintien dans les lieux vient d'être voté. Le M.R.P. a fait décider par 322 voix contre 278 que le droit au maintien dans les lieux sera refusé à toute personne « dont le titre d'occupation (des locaux) est l'accessoire du contrat de travail » quand ce contrat est résilié ou expiré. Cet article vise particulièrement les concierges pourtant déjà bien mal payés et qui vont dépendre, même pour leur logement, du bon vouloir de leur employeur.

Ainsi la majorité gouvernementale tourne résolument le dos à la justice sociale pour soutenir à fond les intérêts des gros propriétaires qui vont pouvoir pressurer à plaisir leurs locataires.

UNE SOLUTION EQUITABLE

Il y a pourtant place pour une solution démocratique qui tiendrait compte des justes revendications de chacune des parties. Cette solution est concrétisée par un projet mis sur pied par la Fédération des locataires, la seule organisation de masse de ce genre, avec l'accord du syndicat des petits propriétaires et de la majorité des associations familiales. Il n'est pas question de contester la légitimité d'une augmentation appréciable du prix des loyers. Mais cette augmentation ne peut être supportée par la masse des travailleurs dont le pouvoir d'achat va sans cesse en diminuant. Aussi ce projet prévoit-il que cette charge supplémentaire sera mise au compte des entreprises dont chacun connaît les profits spectaculaires que la plupart d'entre elles ont pu réaliser au cours de l'année 1947. L'innovation principale de ce contre-projet est donc d'obliger les employeurs à verser à leurs employés une indemnité de logement égale à l'augmentation proposée sur le prix des loyers. En matière de maintien dans les lieux ce contre-projet reconnaît au propriétaire son droit à la reprise mais ne lui en laisse l'exercice que dans la mesure où le locataire bénéficia d'une compensation.

On voit que le projet présenté par l'énorme majorité des intéressés et soutenu à l'Assemblée Nationale par les seuls groupes communiste et apparentés, est une solution éminemment démocratique et équitable, propre à satisfaire le plus grand nombre.

Le Gouvernement, dans la ligne désormais traditionnelle de sa politique réactionnaire, a préféré soutenir une poignée de capitalistes. On ne peut cependant que souligner, une fois de plus, la contradiction qu'il y a entre le fait de prêcher, en paroles, la baisse des prix et, dans les faits, à susciter la hausse. Une fois de plus ce sont les travailleurs, les salariés, qui font les frais de cette politique antiouvrière et antinationale.

ROBERT RAYMOND.

CONFÉRENCES A HUIS-CLOS

AU début de février se tint à Paris une conférence « africaine » qui groupait les représentants de la Grande-Bretagne, de la Belgique, et de la France. Prévue pour une session de huit jours, elle fut brusquement interrompue au bout de trois jours et, à part un communiqué officiel sans intérêt, le black-out le plus complet fut fait sur les résultats.

Black-out en Grande-Bretagne.

Black-out en Belgique. Nous en avons la preuve.

Avant la conférence, j'ai pu poser une série de questions à un expert britannique qui représentait l'Angleterre. Après la même conférence un expert français répondit aux mêmes questions.

PREMIERE QUESTION. — Est-il exact que les Anglais (et les Belges) posent comme condition préalable aux discussions de la « Conférence africaine » l'établissement d'un taux du franc C.F.A. qui leur permette d'harmoniser les échanges de leurs territoires en Afrique avec ceux des territoires de la zone C.F.A. ?

REPONSE BRITANNIQUE AVANT : Oui. L'économie de ces régions est commune et toute barrière monétaire ou douanière est un non-sens commercial.

REPONSE FRANÇAISE APRES : Cette condition préalable serait justifiée si la zone du franc C.F.A. n'appartenait pas, d'abord, à l'économie française.

DEUXIEME QUESTION. — L'aménagement d'une Eurafrique économique est-il l'objet principal des conversations ?

REPONSE BRITANNIQUE AVANT : Oui, pour l'avenir. Mais il ne sera évoqué, discuté et réalisé qu'au cours de conférences ultérieures.

REPONSE FRANÇAISE APRES :

Le mot Eurafrique nous choque, car il fut inventé par Hitler. Cependant un autre tirage nous conviendrait car on ne saurait concevoir l'Afrique comme un puzzle inutile, et inutilisable pour les puissances européennes.

TROISIEME QUESTION. — Quelle est la position de la France en cette matière ?

REPONSE BRITANNIQUE AVANT :

La France n'a pas encore déterminé sa position. Mais on ne peut douter que son gouvernement comprendra bientôt l'intérêt d'un accord avec les puissances européennes en Afrique.

REPONSE FRANÇAISE APRES :

La question semble prémature. Mais on peut penser que des études poussées pourront montrer l'intérêt commun de la Grande-Bretagne, de la Belgique et de la France dans l'exploitation rationnelle de l'Afrique.

QUATRIEME QUESTION. — Cette formation d'une Eurafrique doit-elle compléter le plan Marshall ?

REPONSE BRITANNIQUE AVANT : Incontestablement. L'Histoire prouve que l'Angleterre n'est qu'une tête...

REPONSE FRANÇAISE APRES : Oui, bien sûr... Mais tout en admettant que les ressources de l'Afrique peuvent donner à la France ce qui lui manque pour sa rénova-

tion, il faut être prudent quant aux évaluations.

CINQUIEME QUESTION. — La création d'une Assemblée interafricaine est-elle envisagée ?

REPONSE BRITANNIQUE AVANT :

Oui, à la condition expresse que ses pouvoirs soient limités à un « avis » et que la prédominance reste aux nations colonisatrices.

REPONSE FRANÇAISE APRES :

Oui. Mais si la France est avancée déjà dans cette voie par les Assemblées locales de l'Union française, on ne peut admettre qu'une émancipation trop rapide des peuples coloniaux puisse amener indépendance ou séparatisme.

SIXIEME QUESTION. — Dans ce cas quelles seront les positions de... ?

REPONSE BRITANNIQUE AVANT :

La France ? Pas déterminée. La Belgique, le Portugal, l'Afrique du Sud ? Ces puissances s'aligneront sur la Grande-Bretagne.

REPONSE FRANÇAISE APRES :

La France ? Elle est à l'avant-garde. Elle n'acceptera pas qu'on diminue les prérogatives accordées aux Africains par la Constitution. La Belgique, le Portugal, l'Afrique du sud ? Les conférences qui suivront et auxquelles ces pays participeront fixeront leur position.

SEPTIEME QUESTION. — L'industrialisation (usines hydro-électriques) des hautes régions du Centre africain entraînera-t-elle celle des possessions françaises ?

REPONSE BRITANNIQUE AVANT :

Oui, car la Grande-Bretagne « tient » la région des grands lacs. Oui, si on harmonise l'économie des différents pays. Oui, enfin, indiscutablement dans l'avenir.

REPONSE FRANÇAISE APRES :

Oui, à condition que cela n'entraîne pas une dépendance trop stricte pour nos possessions. Sans aucun doute, l'avenir est là.

HUITIEME QUESTION. — En conséquence, quelles prévisions pour la répartition des métaux rares ?

REPONSE BRITANNIQUE AVANT :

Le principe est admis de la répartition des métaux rares des pays d'Afrique. L'accord à intervenir demeure secret.

REPONSE FRANÇAISE APRES :

Une évaluation des ressources de chacun des pays d'Afrique est nécessaire avant tout accord.

NEUVIEME QUESTION. — Les U.S.A. participeront-ils à toutes ces discussions ?

REPONSE BRITANNIQUE AVANT :

D'abord en observateurs.

REPONSE FRANÇAISE APRES :

La présence des U.S.A. est utile et indispensable en raison même de nos relations réciproques.

DIXIEME QUESTION. — Les capitaines investis dans ces entreprises futures bénéficieront-ils d'un régime spécial ?

REPONSE BRITANNIQUE AVANT :

Le Trésor de la Couronne en déclera.

REPONSE FRANÇAISE APRES :

L'intérêt national exige que l'Etat aide tous ceux qui pourront l'attendre dans sa tâche.

Nous ne connaissons pas autre chose. Sauf que du 23 février au 1^{er} mars s'est tenu à Jos, en Nigéria britannique, une conférence anglo-franco-belge dont le but avoué était d'étudier les problèmes sociaux communs à leurs possessions en Afrique. En fait il fut discuté des possibilités de la création de l'Assemblée interafricaine. Black-out sur les résultats.

Mercredi 3 mars les parlementaires français et les parlementaires britanniques ont envisagé en une Conférence à huis clos tenue salle Colbert, au Palais-Bourbon, les différents problèmes évoqués ci-dessus.

Si l'Union Française est l'avenir de la France, l'Eurafrique sera-t-elle celui de l'Europe. Qu'a-t-on décidé ?

Pourquoi se taire ?

Mais d'autres interrogations subsistent, qui sont sans réponse. Depuis que l'Angleterre, plus ou moins vaincue du Moyen-Orient a reporté ses lignes de défense en Afrique ou pourrait supposer que cette décision ne resterait pas sans suites.

Les premières conférences « africaines » entre experts britanniques et français eurent lieu en fin 1947. Elles furent tenues secrètes. Monsieur Marius Moutet n'en dit rien, ni à l'Assemblée Nationale ni aux pays. Son successeur, Monsieur Paul Coste-Flotard garde la même réserve. Monsieur Georges Bidault, qui en fut l'instigateur, affirme n'en rien savoir.

Les services du ministère de la France d'outre-mer et ceux du ministère des Affaires Étrangères jouent les muets du théâtre. Pourtant il s'agit de solutions à des problèmes capitaux.

Officiellement, l'Eurafrique n'est pas mon français. C'est bien ce qui nous inquiète. Ce « digest » du vocabulaire à consonance américaine...

Officiellement, la France n'a jamais eu de « colonie d'exploitation ». On sait ce qu'en vaut l'aune...

Officiellement le plan Marshall s'adresse aux 16 seulement. Conçoit-on la France sans l'Union française, la Grande-Bretagne sans le Commonwealth. La Belgique sans son Congo ?

Le propre du plan Marshall, c'est de donner « au dominant dominant ». Que peuvent donner aux « marchands » des U.S.A. la Grande-Bretagne, la Belgique et la France, si ce n'est la production de leurs possessions d'outre-mer ?

Officiellement une Assemblée interafricaine n'est pensable que plus tard. Sera-t-elle lorsque l'asservissement économique comptera comme fait accompli ?

Officiellement, la parole est donnée — pour avis — aux populations autochtones. La leur sera-t-elle accordée seulement pour dire « amen » ?

Officiellement, et constitutionnellement, le droit des peuples africains est sacré. Pour combien de temps et dans quelle mesure ?

Officiellement, la richesse des pays africains doit servir à l'amélioration de leur standard de vie. Ne cherchent-ils pas à les en spolier au profit d'un bloc euro-africano-américain ?

Officiellement, tous ces principes sont affirmés, confirmés, juriés.

Pourquoi alors, faire le silence sur ces conférences africaines auxquelles aucun autochtone ne participe ?

SERMON DE (MI) CARÈME
DUR.P. (F.) MALRAUX

A BIME de ceci », « cime de ce la », « gouffre », « ascension »... Les métaphores de M. Pasteur Vallery-Radot font songer aux montagnes russes : mais je me garderai bien de le dire, car je suis (vendredi 5 mars) à la salle Pleyel où le R.P.F. a convié « les intellectuels parisiens ».

Cossus, entre parenthèses, ces « intellectuels ». Fourrures, bijoux, triples scènes, voitures en pagaille. Ce ne sont certainement pas des universitaires. Ni des artistes. Ni des médecins de quartier. Ni des jeunes avocats... Quoi alors ? Je n'en sais trop rien. J'ai juste repéré une tête de connaissance : c'est le patron d'un bar chic d'Asnières. Il se demandera bien, dans deux heures, ce qu'il est venu faire ici et bien d'autres se le demanderont avec lui. Mais n'anticipons pas...

« Eaux stagnantes de l'attentisme... des eaux ténèbres des Staliniens... » (frissons dans la salie). On a l'impression qu'au moins dix minutes l'orateur a épousé tout le lot de clichés du Rassemblement. Mais M. Soustelle vient illico prouver le contraire. Il évoque « le soleil immobile sur un désert d'uniforme soumission. « L'éventail chatoyant des civilisations humaines » (murmures admiratifs des dames).

Ah ! Voici le clou de la soirée : le « compagnon » Malraux. Les intellectuels sont-ils « le sel de la Patrie », comme le proclamaient tout à l'heure M. Pasteur Vallery-Radot, aux applaudissements des épiciers en gros présents dans la salle ? En tout cas, cet ingénieur ne fait pas débat aux propos du prophète.

Un discours ? Non ! Une conférence ? Pas davantage. Un sermon-fleuve. Un sermon de (Mi) Carême, prononcé d'un air inspiré, farci de lieux communs (mal déguisés par les pires trucs « littéraires ») et de contradictions que l'en est un honneur !

Suivez moi bien :
Primo : Il n'y a pas de culture américaine. La culture américaine est euro-séenne. M. Palewski n'y comprend rien. Il applaudit. Quelques auditeurs en font autant à tout hasard.

Secundo : Il n'y a pas de culture russe. (Applaudissements, plus nourris cette fois). M. Palewski respire. Le terrain lui paraît plus solide.

Tertio : Il n'y a qu'une culture, la culture « occidentale », mieux, « atlantique » (tempête d'applaudissements). Vaquez d'enthousiasme chez les « compagnons ». M. Palewski attend les métaphores sur le phare, la bouée de sauvetage et les garde-côtes. Elles ne viennent pas. « Une belle occasion de foute ! », pense-t-il. Le reste de la salle, c'est à dire la majorité, se réveille en sursaut, puis se rendort.

Voilà pour l'essentiel. Sachez aussi que : « La Russie n'est ni en Europe ni en Asie, mais en Russie » (rire général). Que « l'irréductible dogmatisme russe nous sépare autant de Tolstoï et de Dostoïevsky que de Staline » (On aplaudit. M. Palewski se tape sur les cuisses). Il penche à l'assise précédente sur la Russie. « Savoir Malraux ! » Que sous prétexte de réalisme socialiste, Staline oblige les artistes soviétiques à orner leurs œuvres de moustaches (murmures d'horreur. M. Palewski devient nerveux). Qu'il n'y a pas d'État totalitaire, « s'il y en a jamais eu », mais qu'il faut tout de même lutter énergiquement contre lui au nom de la « culture démocratique », en dépit du fait que « il y a des conflits politiques irréductibles, il n'y a pas de conflit de culture » (c'est assez clair ? On applaudit en se réservant de comprendre plus tard). Que nous n'avons surtout pas à nous préoccuper de l'avenir et que M. Malraux s'accorde fort bien d' « un monde imprévisible » (« Il exagère », pense M. Palewski). Mieux que d' « un monde d'aspects » (de Palewski encore : « Parceur ! »). Qu'enfin la seule solution du problème de la culture consiste dans la création par l'Etat des maisons de la culture où l'on pourra lire des romans et écouter des disques (saisissement général). « Quel génie, ce Malraux ! » se dit M. Palewski. Et que si les manœuvres ne viennent pas dans ces maisons, eh bien ! tant pis pour eux ! On aura fait ce qu'on aura pu pour la plus grande gloire de « l'esprit européen » (« Très bien ! », dit ma voisine. « D'abord, les manœuvres sont tous communistes ! ») Les « compagnons » applaudissent. On est discipliné ou on ne l'est pas. Les autres lèvent le siège précipitamment, en regrettant de ne pas avoir été au cinéma).

Et maintenant, vous pouvez disposer. La date de la prochaine distribution de vues profondes, citations originales et amusantes en tous genres vous sera communiquée ultérieurement, dès que le Maître aura mis au point quelques idées « nouvelles ». En attendant, faites votre profit de celles-là. Gardez à vous ! Rompez les rangs !

GUY LECLERC

La Page de nos Lecteurs

★ LETTRE A LEON BLUM SUR 48 ET DIVERSES TRAHISONS ★ ★ UN IMMIGRÉ VOUS PARLE ★ LA RADIO EXAGÈRE ! ★

Lettre à Léon Blum sur 48 et diverses trahisons

M. Armand Blum, de Dijon (Côte d'Or), a adressé une lettre à M. Léon Blum, de Jouy-en-Josas (Seine-et-Oise)...

Il nous en adresse une copie que nous reproduisons avec plaisir. Mais, cependant, un passage de celle-ci nous semble prêter à discussion : l'analyse faite par Léon Blum de l'échec de la Révolution de 1848 est-elle juste ? Peut-elle être juste alors que son auteur, selon notre correspondant lui-même, a « renié le marxisme », qui n'avait d'ailleurs jamais été dans son esprit autre chose qu'un trompe-l'œil ? Nous ne le pensons pas, d'autant plus que l'explication proposée est typiquement idéaliste.

Mais, venant d'un ancien sympathisant (ou membre) de la SFIO, il n'en reste pas moins que toute la lettre donne à penser...

Monsieur,

C'est avec le plus vif intérêt que j'ai suivi, hier, à la radio, la conférence qui a été diffusée de l'Université de Paris à l'occasion de la Révolution de 1848.

Vous y avez pris la parole en votre qualité d'homme politique ainsi que vous l'avez fait connaître au public. Les interruptions manifestées au début de votre péroraison ont, d'ailleurs, nettement souligné le caractère protestataire contre une ligne de conduite que vous avez suivie depuis la Libération et qui n'a plus rien de commun avec l'exposé que vous avez développé.

Je ne veux pas reprendre tous les points de cet exposé objectif et, à mon avis, bien imprégné du sens socialiste de cette Révolution. Mais il est un point sur lequel je désirerais revenir et retenir votre attention. Il s'agit de la partie de votre conclusion définissant la cause principale de l'échec de la II^e République : *La peur et la peur de faire peur*. Je suis tout à fait d'accord avec cette formule et ses conséquences. Nous en avons l'illustration encore aujourd'hui et qui se traduit par la peur de la bourgeoisie devant les réformes radicales qui s'imposent et la peur de faire peur aux dirigeants américains.

Je vous ai adressé une lettre en 1936, lorsque le Front Populaire vous avait porté au pouvoir. J'avais confiance en vous et dans les destinées de la France. La grande masse du peuple français voyait en vous et en la majorité qui vous soutenait un sûr garant des réalisations de réformes sociales préconisées dans le programme du Front Populaire. Je vous faisais confiance à telle enseigne que, par ma lettre, je vous mettais en garde contre la haine de la réaction qui toutes ces erreurs accumulées et le déchaînement des hordes nazies ainsi que votre longue « détention » et la haine que vous aviez vouée les réactionnaires de tout acabit auraient influé favorablement sur votre attitude de l'après-guerre.

Que de changements se sont opérés depuis ! Pause, non-intervention dans les affaires d'Espagne, Munich, autant de faits qui nous ont conduits à la guerre. J'aurais cru que toutes ces erreurs accumulées et le déchaînement des hordes nazies ainsi que votre longue « détention » et la haine que vous aviez vouée les réactionnaires de tout acabit auraient influé favorablement sur votre attitude de l'après-guerre.

Ma déception et celle de nombre de mes amis qui croyaient en vous a été grande. Français moyen, juif d'origine, ayant échappé par miracle à l'enfer nazi, ayant combattu avec mes deux fils dans les F.F.I., cité pour faits de guerre dans les maquis, j'ai souffert de l'extermination de mes frères et de leur famille. Aussi j'ai conservé une haine indéfectible du fascisme et de son grand suppôt, le capitalisme.

Dès l'âge de quinze ans Jaurès, le grand Jaurès que j'ai eu l'immense bonheur d'entendre quelques semaines avant son assassinat, m'avait conquis. Je n'ai jamais dévié de ma route et me retrouve maintenant sur un chemin tout différent du vôtre. Votre parti, lui, sous votre impulsion, mêle sa voix à celle de la réaction. Chaque élection nous le montre, toujours plus, unissant ses suffrages à ceux des pires ennemis de la classe ouvrière qui, pourtant, vous avait porté aux plus hauts sommets de la politique.

Les lois les plus réactionnaires depuis un demi-siècle contre le droit de grève ont été votées par vos amis.

Vous avez renié le marxisme qui, pendant cinquante ans, avait semblé guider tous vos actes politiques. Vous avez trahi vos idées, la classe des travailleurs, et conduit votre parti au tombeau.

Unis, ces travailleurs représentaient la seule force qui aurait pu relever la France de ses ruines et lui redonner la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre dans le monde.

Votre attitude a grandement contribué à la démission de la classe ouvrière, objectif numéro un de la réaction capitaliste mondiale. Vous avez bien mérité de la réaction.

Mais j'ai confiance et j'espère que vous vivrez le plus cinglant démenti que vous n'ayez jamais essayé dans votre carrière.

Vive la République démocratique et sociale basée sur l'union de tous les travailleurs.

Un immigré vous parle

De Paris, un immigré qui nous demande de faire son nom — et nous comprenons fort bien et déplorons les raisons qui l'y contraignent — nous adresse cette protestation contre le chauvinisme, à laquelle nous nous associons :

Les mesures qui frappent les étrangers depuis novembre dernier en raison de leur solidarité avec les ouvriers français posent bien des problèmes pour ceux-ci et des graves soucis pour ceux-là. Il est particulièrement question dans cette lettre des étrangers ayant opté pour la France en 1939 et pendant les années sombres de l'occupation nazi.

Dès le lendemain de la déclaration de guerre, en septembre 1939, et aux premières heures de la matinée, une grande partie des étrangers se présenta aux bureaux de recrutement, non encore coordonnés, et demanda à être incorporée dans le plus bref délai, pour se solidariser avec la France et ses fils partant rejoindre leur unité. Pour la majorité d'entre eux, c'était en même temps et la continuation de la lutte antifasciste et un gage de reconnaissance, de loyauté envers la France, qui les avait accueillis dans leur exil, dès 1922, en leur donnant généreusement l'hospitalité. Et parce que nous aimions la France. Donc nous avons opté pour la France, non pour telle ou telle personnalité, mais pour la France tout court. Dans les régiments de marche des Volontaires étrangers, toutes, ou presque, les nationalités étaient représentées et tous ont su faire honneur à leur engagement, à leur devoir. Les exceptions ne dépendent pas de leur volonté. Qu'en me permette d'affirmer qu'au reçu de la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Italie (le poignard du fascisme mussolinien dans le dos de la France meurtrie et trahie) les volontaires italiens dans l'Armée française ont réellement pleuré de honte et de rage impuissante. Ceux qui ont réussi à échapper aux camps de prisonniers furent rassemblés dans le Midi de la France et une chose que bien des Français ignorent totalement c'est que dès le mois d'août 1940, des commissions d'armistice allemandes et italiennes (tour à tour) visiteront tous les cantonnements des R.M.V.E. et au rassemblement demanderont, avec insistance, à leurs ressortissants et des territoires contrôlés par eux, de passer dans leurs rangs en promettant nombre d'avantages. Ces rassemblements et leurs intentions, appels et pressions aboutirent à un échec sauf quelques rares exceptions. Car nous n'admettons, moins que jamais, de renier l'engagement pris ou de croire que la France était finie. Je me rappelle qu'entre nous, nous nous demandions sous quel aspect la lutte allait reprendre et un charmant gargon, cabot-chef de son état, Français lui et dont l'air farouche ne trompait personne sinon les plus naïfs, nous affirmait par ailleurs que jamais la France ne se résignerait à être vaincue et soumise. La suite des événements lui a donné raison (ou est-il aujourd'hui ?) ainsi qu'à nous. Ardennes, Somme, Norvège, Libye, Italie, Alsace, F.F.I., F.T.P., maquisards — pays et localités où le sang étranger s'est mêlé au sang français.

Qu'est-ce que l'étranger qui s'est solidarisé avec les Français pour la défense de la France trahit son passé s'il ne se

solidarisait pas dans la bataille que les ouvriers français ont engagée pour leur droit à la vie. Abstraction faite de toute politique et en restant dans le cadre syndical des lois et de la Constitution française du 16 novembre 1946, il se refusera à faire le méprisable jaune ce qui par ailleurs ne servirait qu'à déclencher et alimenter une vaste campagne xénophobe qui ne servirait les intérêts ni des uns ni des autres.

La Radio exagère !

M. René Agutte, de Mouilleron (Maine-et-Loire), nous écrit :

Je m'étais jusqu'ici fait une règle de ne jamais écrire aux journaux, laissant ce soin aux journalistes dont c'est le métier. Si aujourd'hui je me départis de cette règle, c'est pour protester contre la Radiodiffusion française. Voici à quel propos. Vous savez que tous les lundis passe une émission à 22 heures 35 et intitulée : *L'Avion décollé*... Bien ; le principe de cette émission est excellent à mon point de vue, il est bon de faire connaître les arcanes d'un grand service au public ; mais pourquoi a-t-il fallu que dans l'émission du 1^{er} mars, le réalisateur, pour « faire peuple » sans doute, fasse — mine de rien ! — passer la femme de ménage (personnage de l'émission) pour une malhonnête et une indiscrète ? Je ne vais pas, bien sûr, vous raconter toute l'émission. Car les « hommes à l'oreille blasée » ne l'ont peut-être pas laissée échapper. Toutefois, je veux rappeler au moins deux choses : 1^o La femme de ménage trouve un panier garni oublié là (par qui ? puisque aussitôt après on vous énumère le menu d'Air France) et la réaction de l'employée est celle-ci : « Oh ! des sandwichs ! ce que mon petit Jacquot va être content ! » ; ce qui laisse supposer que si c'avait été un portefeuille elle l'aurait accaparé aussi ; je passe sur l'indiscrétion commise en reconstituant une lettre dont les fragments épars traînent sur le parquet de l'avion et j'en viens à ceci : n'y avait-il pas un autre moyen de faire entrer cette employée en action ? Il n'y a peut-être pas là de quoi fouetter un chat bien sûr, mais on commence par débiter la femme de ménage, puis ça sera le tour des soutiens, et pourquoi pas l'hôtesse, puis du chef cuistot, du mécano, du pilote, etc. qui sait ? d'Air France tout entier.

J'exagère ? oh, non, simplement je pose la question : croyez-vous que cette façon insidieuse de présenter un employé ne risque pas de jeter le discrédit sur le service qui l'emploie ? Il n'y a pas que les Français pour écouter notre Radio !

Ne perdez plus
votre temps...
à chercher sans guide vos
émissions, consultez :

Radio Revue

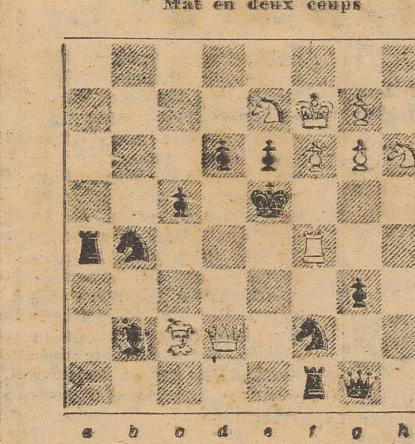
le plus complet
LE MOINS CHER
des hebdomadaires
de la radio
16 pages

7
fr.

Tous les programmes
Les meilleures sélections
EN VENTE PARTOUT

Dr Linder Western Morning News 1937

Mat en deux coups



LES ÉCHECS par R. CHERNY

Solution
du problème précédent

10h2	avec menace Fc4 - si Cd3,
20d4	mat - si Cd6; 2. Tc5 mat,
si Cd5;	si Cc6.
3 Cf3	3. Cd6
4 Ff4	4. Cd6
5 Ff4	5. Cd6
6 Fg3	6. Cd6
7 Fg3	7. Cd6
8 Fd3	8. Cd6
9 a3	9. Cd6
10 Te1	10. Cd6
11 c4x d5	11. Cd6
12 Cx d5!	12. Cd6
13 Fc4	13. Cd6
14 g2x f3	14. Cd6
15 Ce+	15. Cd6
16 Cg1+ et gagne en 2 coups.	16. Cd6

action

HEBDOMADAIRE DE L'INDEPENDANCE FRANÇAISE

★★★ sous un goulot
Procurent paix chez les Bidault
LAFONTAINE

LES ANIMAUX MALÉFIQUES DE LA SEMAINE

Le Taureau

Puissant, atomique, on le voit venir de loin (d'Uranus) avec ses gros sabots blindés. Sa conjoncture avec l'Etoile rouge le rend idiot furieux. Il obéit strictement à la volonté de Jupiter qui, pour le rendre idiot, n'a besoin que d'agiter devant ses narines un drapeau rouge (*Quos vult perdere Jupiter dementat*, maxime horoscopique des feuilles roses du Petit Larousse). Dangereux pour les républicains (grecs, espagnols ou français)

Le Sagittaire

Joue de ses trois flèches jumelées comme d'une mitrailleuse préhistorique pour la chasse au socialisme. Ne se prend pas lui-même au sérieux. Sa peau servira, cette semaine comme les précédentes, à faire une tunika sayante au premier général politicien venu.

Le Scorpion

Les enfants qui naîtront sous son signe n'auront pas à être fiers. Ils seront polytechniciens, posséderont à fond la technique de la provocation et du maniement de la matraque, se prétendront socialistes, mais seront surtout rongés de scorpionnité aiguë. Pourront être à la rigueur ministres de la Défense nationale, défenseurs et soutiens actifs des Béliers.

Le Bélier

Bête et méchant. Traître par vocation. Se trouvera de plus en plus sous l'influence bénéfique (pour ses trahisons) du Scorpion et du Cancer.

Le Cancer

Déterminé sur le zodiaque politique par deux étoiles pâlisantes et ternes. Progresse sur les fonds vaseux par une marche latérale et réactionnaire. Dangereux pour toute personne dénommée Marianne. Cherche à pincer. Se mourrit de pourriture parlementaire. Se cachera dans sa vase. On le prend comme les écrevisses, avec une tête de

Bélier en état de putréfaction avancée.

Le Lion

Nous vaut guère mieux qu'un rat mort. Son influence décroît à chaque lunaison. Aspire à l'état de descente de lit pour Taureau à pied d'étonnor. La plus neuve astérisque figure de Bétaire. En perte de poids et en pleine délivrance.

LE FAKIR FAIT parler les vivants

PAR SOROASTRE

Habentans, nous attendons La minute était solennelle...



Mauvaise, dit la voix, mauvaise... L'heure approche, l'heure approche...

— Quelles sont tes préoccupations ?

— Je me demande si je

Aux Éditions Astrales

AU FIL DEL'ÉTOILE

par Ch de G.

Un livre du tonnerre de moi...

P.-H. JUPITERGEN.

A vous donner la vertige...

Maurice SCHUMARS.

Un seul défaut. Ça se termine un peu en queue de comète.

André MALREOLITHÉ.

serai réélu aux prochaines élections...

— Ben... fit cet idiot de Climb. Et le charme fut rompu. Nous refimes la chaîne après nous être concertés.

— Bidault ? dit Foutrik-Bey (comme par voie de conséquence).

Une voix bizarre se fit entendre. Elle ne parlait pas. Elle chantait. Elle chantait : « Si je meurs, je veux qu'on m'enterre... dans une cave où y a du bon vin ! »

— C'est lui, murmura le fakir. Mais nous n'en tireons rien de plus. A cette heure-ci, c'est son esprit de vin qui répond...

— Esprit ! es-tu là ? reprit-il. Qui es-tu ?...

— Mayer... répondit une voix lointaine. Que me veux tu ?...

— Que penses-tu des billets de 5.000 ? Du prélevement ? De la baisse ?

— Nous prétâmes l'oreille. Il nous sembla entendre un

faible bruit. Une sorte de rire (pensai-je). Et ce fut tout.

(Décidément, cette séance

ne tenait pas ce qu'elle avait promis.)

Nous essayâmes à nouveau. La situation de la France nous préoccupait.

— Esprit du socialisme ! dit Foutrik-Bey. Es-tu là ?

— Hi, hi ! elle est bien bonne ! Demande à Mar-

shall ! fit une voix (anonyme).

— Il y a le M. R. P. avec M. Schuman... dis-je timide-ment.

— Je veux bien... dit, dans la nuit, Foutrik-Bey.

Il posa les questions rituelles.

Une voix onctueuse nous parvint :

— Euh... disait-elle, n'est-ce pas... Peut-être bien que... à tout prendre... l'équilibre plus que jamais nécessaire...

— Ouille, ouille ! cria une autre voix. Quel pétrin ! Quelle galère !... Troisième Force et attrapes !

C'était (nous le compri- mes) la voix de M. Schuman, lui-même.

— Essayons ce de Gaulle ! dit Garwell, en désespoir de cause.

— Essayons ! fit le fakir, désabusé.

— De Gaulle ! es-tu là ?

— Eh oui, je suis là ! Et même un peu là ! dit la voix aux inflexions bien connues.

— Esprit de de Gaulle, es-tu là ? reprit le fakir.

(Mais il n'y eut pas de réponse.)

Le CHAUD ET LE FROID

Si l'on connaît plus en détail les débuts de l'affaire tohéque, on découvrira certainement que les choses avaient commencé à s'aggraver autour de ce 18 février dont nous attendions un choc. La Bohème est, comme la France, sensible par le signe du Lion et c'est en Lion que Mars recevra un demi-carré de Neptune (d'extrême gauche) à cette date.

La semaine que nous étudions s'ouvre par une opposition de Mars rétrograde en Lion à Mercure en Verseau (signe de l'U.R.S.S.). Encore que le feu couve sous la cendre aussi bien pour nous que pour les Tchèques avec cette sombre conjonction de Mars et de Saturne rétrogrades dans le signe du Lion, il semble que pour le moment le combat ait été surtout verbal, un Mercure maléfique dans le Verseau signifie surtout une rupture de contrat, une trahison à l'égard d'amis de la

veille, une dénonciation violente de certaines personnes plutôt que le début de la lutte proprement dite. L'aspect est cependant puissant, car il confirme l'opposition Mars-Soleil qui se trouvait dans la lunaison du 10 février, laquelle nous régit jusqu'au 10 mars. L'affaire aura donc des suites.

Mais le 5 nous apporte d'autres aspects importants. A 3 h. 52 du matin se produit un trigone de Vénus à Jupiter, significateur de détente qui apportera un peu de paix à tout le monde et sera pour notre gouvernement en mal d'équilibre, un notable répit. Le carré de la Lune à Neptune provoquera le même

jour de la part de l'extrême gauche quelques grondements, mais le sextile du Soleil à la Lune les rendra peu importants.

La politique soviétique qui est extrêmement subtile semble, d'autre part, en faveur avec le capitalisme international, car on ne peut interpréter autrement le trigone Mercure-Uranus, cette dernière planète étant dans le signe des Etats-Unis où elle régit la politique des grands trusts. Ces contacts seront sans doute épaves, mais ils jouent leur rôle sur l'échiquier international.

Le capitalisme tend d'ailleurs à minimiser les conflits d'Europe comme le signifie le sextile d'Uranus à Mars dont l'influence, après une éclipse, reprendra force dans la seconde partie du mois suivant. Nul doute que l'U.R.S.S. ne joue cette carte au moment opportun.

Il ne faut pas oublier enfin, qu'Uranus redouble direct depuis le 3 mars, ce qui rend toute sa valeur au trigone qui va se renforçant entre cette planète et la partie de fortune du thème du général de Gaulle.

(Extrait authentique d'Ici Paris.)

LES ÉTOILES M'ONT DIT...

SAMEDI

Votre moral restera bon et résistera aux ennemis professionnels.

Fargez-vous une attitude d'innocence persécutée. Dites-vous que vous êtes dans le bon goui.

Chiffre bénéfique : le 20.

LUNDI

Durant la matinée, vous serez violent et irritable. L'atmosphère se détendra l'après-midi.

La matinée vous paraîtra longue, mais tout s'arrangera avec l'heure du pastis. Un bon déjeuner, arrosé d'excellents vins,

achèvera de vous mettre en bonne forme intellectuelle. Les liqueurs fortes et aromatisées vous procureront une aide effective dans l'exercice de vos fonctions. Vous pourrez donc en user à votre gré tout le reste de la journée. Tenez vos conférences de presse en fin d'après-midi. Vous recevrez les directives que vous attendez dans le courant de la soirée. Mme Bidault vous sera d'un grand secours pour regagner vos appartenements.

Chiffre bénéfique : le 20.

AVIS

La société anonyme Reynaud, Monnet, Mayer Mendès-France, Schuman et Cie fait savoir qu'elle s'est réservé l'exclusivité des plans sur la comète.

DU 10 AU 16 MARS 1948

No 180 — 15 FB.

PIQUE-LE-feu

ASTROLOGIQUE

ENCHÈRES A L'AMÉRICAINE

— Mise à prix
Une étoile...
Qui dit mieux ?

— Deux étoiles ! — Trois étoiles ! — Trente-six étoiles !

— Quarante-neuf étoiles !

— ...Adjugé !